

# **INVESTIR AU CAMEROUN**

Juin 2015 - N° 38

**GRANDS CHANTIERS  
AGRICULTURE  
ENERGIE  
MINES  
INDUSTRIE  
SERVICES  
FINANCE**



## **Le Mobile Money prend ses marques au Cameroun**

**L'Acram veut  
exporter le  
festival du café  
camerounais**

**Terminal à conteneurs  
du port de Kribi :  
Bolloré en pole  
position**

# IL Y A DU SERVICE DANS L'AIR



La valeur n'attend pas le nombre des années. 2 ans au compteur, un personnel hautement qualifié, des appareils régulièrement révisés, des valeurs, une vision, un sourire, l'étoile du Cameroun est bel et bien lancée sur sa trajectoire. Voyagez sereins, voyagez Camair-co.

Une nation, une compagnie, une étoile. Camair-co.

[www.camair-co.cm](http://www.camair-co.cm)

 **Camair-Co**  
L'étoile du Cameroun



Yasmine Bahri-Domon,  
directrice de la publication



## Le Cameroun à l'heure du *mobile money*

Après l'éclosion des messageries électroniques survenue il y a quelques années grâce à la révolution Internet, le Cameroun met à profit les énormes avancées technologiques qu'offre la téléphonie mobile. En dehors des communications usuelles qui permettent de joindre des correspondants aux quatre coins du monde, les opérateurs de téléphonie mobile viennent de rentrer de plein fouet dans un secteur fortement rentable qu'est l'envoi express d'argent, et discutent désormais un marché en expansion représentant 80% des envois d'argent entre le Cameroun, l'Europe, l'Amérique et l'Asie, et 75% des échanges financiers à l'intérieur du Cameroun, en créant de nouveaux modules spécialisés dans la messagerie téléphonique. Ainsi, le téléphone cellulaire ne sert plus seulement à téléphoner, il facilite le change et les échanges financiers. Vu sa rentabilité, le groupe Orange a engendré « Orange Money », et MTN « MTN Mobile Money »...

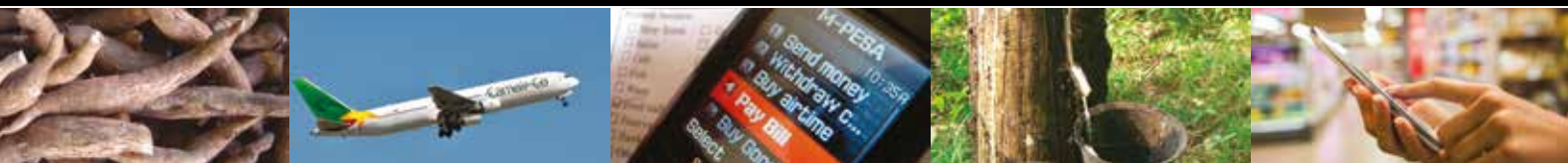
Le *mobile money* est un instrument moderne de transfert rapide d'argent par le biais du téléphone portable. Il s'agit d'un porte-monnaie électronique permettant aux clients d'effectuer des transactions financières de diverses natures à partir de leurs téléphones portables. Disponible dans treize pays en Afrique et au Moyen-Orient, le *mobile money* compte plus de 15 millions de clients aujourd'hui. Au Cameroun, le service existe depuis septembre 2011, en partenariat avec certaines banques commerciales qui en assurent le contrôle réglementaire. Le phénomène est en pleine expansion depuis 2014. Plus de 700 points de paiement existent aujourd'hui à travers le pays. Ce concept nouveau offre une large surface de sécurité, de confidentialité et de rapidité, d'où sa rentrée aisée dans les mœurs et le quotidien des Camerounais. « Le temps c'est de l'argent », dit-on habituellement dans les milieux des affaires. Justement, si le *mobile money* a su se vulgariser au Cameroun à un rythme aussi fulgurant, c'est qu'il permet de gagner un temps précieux dans le paiement des factures d'électricité et produits divers en évitant les longues files d'attente et les pertes de temps devant les guichets. Le transfert d'argent est gratuit et disponible 24h/24 et 7j/7. Par ailleurs, le service ne génère aucun frais de gestion de porte-monnaie électronique et fonctionne sans obligation de solde minimum comme dans les banques classiques.

Le *mobile money* est devenu une réalité au Cameroun.

Les consommateurs du cellulaire s'engouffrent de plus en plus dans le porte-monnaie électronique. L'aviation s'invite à l'offre du *mobile money*. Par exemple, MTN-Cameroun partage 59% de parts de marché en ventes de billets électroniques avec la compagnie aérienne belge Brussels Airlines, et vient de signer un accord partiel de partenariat pour l'achat des billets d'avion en utilisant son système « Mobile Money ». La compagnie aérienne kenyane Kenya Airways a également conclu un accord de partenariat pour la promotion de « Mobile Money ». Les assureurs aussi s'affilient au *mobile money*, tandis qu'un opérateur de la place annonce le développement du secteur par trois futures offres d'ores et déjà attendues par le public qui y porte grand intérêt. Canalsat transite par le même vecteur de recettes modernes pour améliorer son chiffre d'affaires. C'est dire si les Camerounais s'arriment de plus en plus aux commandes sur Internet par le biais du *mobile money*. Les affaires fleurissent, l'économie tourne à bonne vitesse, la croissance repart. Les différents opérateurs en tirent de bons bénéfices, et l'Etat n'est pas en reste : il vient de signer un accord de partenariat avec deux des trois opérateurs mobiles pour la mise en œuvre de l'« impôt mobile », un nouveau système de paiement de l'impôt en utilisant le *mobile money*. L'impôt foncier y passe déjà et représente environ 8 milliards FCFA en termes de recettes fiscales annuelles. Ce système moderne de paiement permettra de combler près de 6 milliards FCFA de pertes chaque année. À long terme, l'impôt mobile sera appliqué pour traiter toutes les formes de taxes prévues dans le Code général des impôts au Cameroun.

Le service *mobile money* est nouveau au Cameroun : iconoclaste, rentable, attractif et efficace. Les investisseurs étrangers ont là une bonne opportunité d'affaires à travers ce secteur considéré comme en friche, mais en expansion tant il ne concerne jusqu'ici que 25% des consommateurs du mobile. Le marché reste grandement ouvert aux inventivités multiples et aux emplois par milliers qu'offre le *mobile money* dans un pays où les citoyens sont branchés à la modernité technologique. C'est un secteur « gagnant-gagnant » où tout le monde tire ses dividendes. C'est la bonne affaire de l'heure au Cameroun. Dans ce pays « in », l'aventure du *mobile money* ne fait que commencer...

# AU SOMMAIRE



- 08 • L'ère du *mobile money* souffle sur le Cameroun
- 09 • L'Etat camerounais promeut le paiement des impôts et taxes via le mobile
- 10 • Brussels Airlines et Kenya Airways atterrissent sur le *mobile money*
- 10 • Le mobile pour régler ses factures dans les supermarchés
- 10 • Activa lance le paiement des primes d'assurance via le téléphone mobile
- 11 • MTN Cameroon enrichit son service « Mobile Money » de trois nouvelles offres
- 11 • Ecobank et MTN annoncent une offre commune de services bancaires par mobile
- 12 • Payer ses frais universitaires par téléphone, c'est désormais possible !
- 12 • Canalsat-Canal+ prend un abonnement au *mobile money*
- 12 • Le mobile payment en soutien au e-commerce
- 13 • Société Générale et Eneo lancent « Monifone » pour le paiement des factures d'électricité via le mobile
- 13 • En 2015, l'électricien Eneo projette 20% des paiements de ses factures grâce au *mobile money*
- 14 • A fin 2014, la Chine détenait un portefeuille d'investissements de 1850 milliards FCFA au Cameroun
- 14 • L'Allemagne annonce un appui de 10,4 milliards FCFA pour renforcer le système de santé
- 15 • Protais Ayangma (Saham Cameroun) : « Je suis un passionné. J'ai besoin de challenges, de pression... »
- 17 • Les USA offrent 20 milliards FCFA au Cameroun, au Tchad, au Niger et au Nigeria pour combattre Boko Haram
- 18 • Pamol se dotera d'une unité de production d'huile de palme de 30 TM par heure
- 18 • L'agro-industriel PHP projette une production de 170 000 tonnes de bananes en 2015
- 18 • SNV offre une unité de transformation aux cacaoculteurs de Konye, dans le Sud-Ouest
- 19 • Le Cameroon Commodities Exchange requiert la construction d'entrepôts d'une capacité de 300 000 TM
- 19 • Un projet agricole cofinancé par le Japon transforme la vie des populations d'Andom
- 20 • 100 hectares de champs semenciers de cacao en vue avec le concours de la WCF
- 20 • Des champs semenciers de manioc en vue pour approvisionner la Sotramas
- 20 • Les exportations de cacao ont progressé de plus de 34 000 tonnes en huit mois de campagne
- 21 • En accédant à la terre, les femmes boosteront la production de café de 20 à 30%
- 21 • L'Acram veut exporter Festicoffee, le festival international du café camerounais
- 22 • Ecobank mobilisera 30 milliards FCFA pour financer le plan de relance de Camair Co
- 22 • UBA Cameroun remporte le prix « Prepaid Innovative Product of the Year » décerné par Visa
- 23 • Un Fonds de facilitation des crédits de moyen terme aux populations rurales en gestation

- 23 • La valeur des réserves d'or du pays à la BEAC a progressé de 2,3 milliards FCFA en 2014
- 24 • Le Cameroun lance le processus de connexion au câble sous-marin à fibre optique ACE
- 24 • L'opérateur de téléphonie MTN compte sur la 3G pour tirer ses revenus du data en 2015
- 25 • Le Burkina Faso s'initie à la pose de la fibre optique chez Camtel
- 25 • Mitsumi Distribution commercialisera les équipements du Chinois ZTE au Cameroun
- 26 • Le taux de pénétration du e-commerce atteint à peine 2%
- 26 • Un financement de 400 millions FCFA pour démocratiser l'internet à l'université
- 27 • Eneo inaugure une centrale à gaz de 50 MW dans la ville de Douala
- 27 • Eranove cherche un consultant pour l'étude d'impact de son projet de centrale à gaz de 315 MW à Limbe
- 28 • La Sonara construira un nouveau bac de stockage de brut d'une capacité de 100 000 m<sup>3</sup>
- 28 • Gaz du Cameroun forera deux nouveaux puits sur le champ gazier de Logbaba en 2015-2016
- 29 • La Société Camerounaise des Dépôts Pétroliers accroît ses capacités de stockage de 13 000 m<sup>3</sup>
- 29 • Une première expérience de centrale éolienne annoncée sur les Monts Bamboutos
- 30 • Bolloré-CMA CGM-CHEC en tête de la course pour la concession du terminal à conteneurs du port de Kribi
- 31 • La société Buetec investira 650 millions FCFA pour s'attaquer au marché européen
- 31 • Fafinsa, la filature locale qui veut reprendre le marché de la layette pour bébés aux Chinois
- 31 • Le groupe français Marck devient fournisseur d'uniformes militaires à l'armée camerounaise
- 32 • La baisse des cours mondiaux du caoutchouc fait chuter le résultat net 2014 de Safacam
- 32 • Après deux années déficitaires, la SEMC réalise un résultat net 2014 positif à 261,9 millions FCFA
- 32 • La Société Camerounaise des Produits Laitiers augmente son capital de plus d'un milliard FCFA
- 33 • Sundance réévalue le potentiel de production du gisement de fer de Mbalam de 35 à 40 Mt par an
- 33 • L'UE promeut la valorisation des ressources minières dans sept communes de l'Adamaoua
- 33 • Les carrières chinoises provoquent une baisse des prix du gravier
- 34 • Boubakary Halilou : le gendarme en chef du secteur bancaire dans la zone Cematic

## INVESTIR AU CAMEROUN

### Editeur

Mediamania Sàrl  
6, rue du Léman  
1201 Genève - Suisse

**Directrice de la publication**  
Yasmine BAHRI-DOMON

### Rédaction

Beaugas-Orain DJOYUM, Ayissi LE BEAU,  
Mamadou CISSÉ, Muriel EDJO,  
Brice R. MBODIAM.

### Opérateur

Mediamania Sàrl  
www.mediamania.pro

Maquette : Jérémie FLAUX,  
Réalisation web : Christian ZANARDI,  
Corrections : Xavier MICHEL

### Régie publicitaire

regiepub@investiraucameroun.com  
Au Cameroun  
Albert MASSIMB

almassimb@yahoo.fr  
Tel : 00 237 94 66 94 59 ou  
00 237 77 75 13 98

### Impression

Rotimpres, Aiguaviva, Espagne  
**Distribution Cameroun**  
Albert MASSIMB  
almassimb@yahoo.fr  
Tel : 00 237 94 66 94 59 ou  
00 237 77 75 13 98

Gratuit – Ne peut être vendu

info@investiraucameroun.com - www.investiraucameroun.com

# CASTING



## FUH CALISTUS GENTRY



« Notre pays est situé au cœur de l'Afrique. Sa position stratégique dans le golfe de Guinée, son bilinguisme, ses ressources naturelles abondantes, un bon niveau de qualification de la main d'œuvre, un grand potentiel énergétique, l'existence des infrastructures portuaires, routières et ferroviaires feront de lui le centre de négociation en matière minière dans la zone Cemas. » C'est ainsi que le secrétaire d'Etat auprès du Ministère des mines, de l'industrie et du développement technologique (Minmidt), Fuh Calistus Gentry, justifie l'organisation récente de la Conférence internationale et exposition sur les mines au Cameroun (CIMEC). Selon M. Calistus Gentry, cette grand'messe de l'industrie minière, dont la 2<sup>ème</sup> édition s'est tenue du 27 au 29 mai dernier dans la capitale camerounaise, ambitionne, sur le « long terme, d'atteindre le même niveau que celui d'Indaba en Afrique du Sud, ou encore le PACD au Canada ». Le thème de cette 2<sup>ème</sup> édition du CIMEC a été « Développement du secteur minier en Afrique centrale pour les générations actuelles et futures ».

## VÉRONE MANKOU



D'ici la fin de l'année 2015, les Camerounais passionnés de smartphones et de tablettes pourront tester la « Way-C », présentée comme étant la première tablette africaine, qui est commercialisée depuis décembre 2011, ainsi qu'« Elikia », le premier smartphone africain, mis sur le marché à la fin de l'année 2012. Ces deux produits sont commercialisés par la société VWK, fondée et dirigée par le Congolais Véron Mankou, le concepteur des deux appareils susmentionnés, qui ambitionne d'ouvrir une boutique à Douala cette année.

Après Brazzaville, celui que certains médias surnomment déjà le « Steve Jobs congolais » vient d'ouvrir la seconde boutique de VMK sur le continent africain à Abidjan, en Côte d'Ivoire. Son plan d'expansion pour le compte de l'année 2015 prévoit, en plus de Douala, l'ouverture de boutiques VMK à Kinshasa en RD Congo, et à Dakar, la capitale sénégalaise. « Mon ambition première est de réduire le fossé numérique en Afrique. Ces boutiques VMK seront installées pour rendre les nouvelles technologies accessibles au plus grand nombre de personnes possible », souligne Véron Mankou.



## DAVID NKOTTO EMANE



La société publique des télécommunications du Cameroun Camtel, que dirige David Nkotto Emane, a procédé le 23 avril 2015 à Yaoundé, à l'occasion de l'ouverture de Festicoffee 2015, le festival international du café camerounais, au lancement officiel d'un portail agropastoral baptisé Camagro.cm, a-t-on appris officiellement. En plus de ce portail, l'opérateur historique des télécoms au Cameroun était également le sponsor officiel de l'édition 2015 du festival international du café, qui s'est déroulée du 23 au 25 avril 2015 sur le thème : « La femme camerounaise dans le café ».

Ce portail agropastoral a pour objectif, lit-on sur Camagro.cm, de « *promouvoir le développement des activités agropastorales et la transition vers une agriculture de 2<sup>ème</sup> génération par la mise à disposition en ligne de la documentation et des informations techniques, financières et commerciales adaptées aux besoins des intervenants et usagers ; rompre l'isolement des producteurs (le paysan en particulier) ; donner aux acteurs un accès à un bouquet de services numériques nécessaires à l'émergence de leurs activités* ».

## JOËL NANA KONTCHOU



Sur l'enveloppe globale de 37,7 milliards de francs CFA qu'Eneo, la société de production et de distribution de l'électricité au Cameroun, que dirige Joël Nana Kontchou, envisage d'investir dans la modernisation de son réseau en 2015, 10 milliards FCFA seront consacrés à l'amélioration des infrastructures de production. « *La majeure partie (de cette enveloppe) sera consacrée aux travaux de réhabilitation et de sécurisation des centrales hydroélectriques de Songloulou, Edéa et Lagdo* », a annoncé l'entreprise dans un communiqué. Cependant, souligne Wilfred Ntuba, directeur financier d'Eneo, « *notre objectif est d'investir 37,7 milliards FCFA, dont 16,2 milliards prêtés par les banques et 21,5 milliards dégagés de notre cash-flow, donc du produit de nos ventes. Nous pensons que nous pouvons y arriver, d'autant plus qu'en 2014 nous avons investi 16 milliards FCFA générés par nos ventes. Malgré notre optimisme, nous précisons que nos prévisions pour 2015 ne seront traduites dans les faits que si nous recouvrons régulièrement, et dans les délais, 100% des ventes réalisées auprès de nos clients, toutes catégories confondues* », prévient-il.

« *La majeure partie (de cette enveloppe) sera consacrée aux travaux de réhabilitation et de sécurisation des centrales hydroélectriques de Songloulou, Edéa et Lagdo* », a annoncé l'entreprise dans un communiqué. Cependant, souligne Wilfred Ntuba, directeur financier d'Eneo, « *notre objectif est d'investir 37,7 milliards FCFA, dont 16,2 milliards prêtés par les banques et 21,5 milliards dégagés de notre cash-flow, donc du produit de nos ventes. Nous pensons que nous pouvons y arriver, d'autant plus qu'en 2014 nous avons investi 16 milliards FCFA générés par nos ventes. Malgré notre optimisme, nous précisons que nos prévisions pour 2015 ne seront traduites dans les faits que si nous recouvrons régulièrement, et dans les délais, 100% des ventes réalisées auprès de nos clients, toutes catégories confondues* », prévient-il.

## OLIVIER MADIBA



Kiro'o Games, la jeune entreprise camerounaise qui s'est lancée dans la production d'un jeu vidéo à partir d'un studio local, a annoncé le closing de son capital d'investissement à 182 504 euros (120 millions FCFA), deux ans après son lancement. « *Le projet a généré suffisamment de garanties et de visibilité mondiale. Cela s'est ressenti par un effet "dynamite" en générant plus de concrétisations que de souscriptions* », confie Olivier Madiba, le jeune DG de l'entreprise, visiblement satisfait. Kiro'o Games est le premier studio de production de jeux installé en Afrique francophone.

Selon l'entreprise, la mobilisation de ces ressources a suivi trois étapes principales. Une première dite de « tirs rafales », qui consistait à ouvrir le capital à tout le monde. Dans la 2<sup>ème</sup> année, en 2014, il était désormais question de « tirs de précision », avec pour effet d'obtenir peu de souscriptions pour près de 98% de concrétisations. En ce début d'année 2015, le projet a connu un effet « boule de neige » qui s'est caractérisé bien plus rapidement par un grand nombre de concrétisations.

Selon l'entreprise, la mobilisation de ces ressources a suivi trois étapes principales. Une première dite de « tirs rafales », qui consistait à ouvrir le capital à tout le monde. Dans la 2<sup>ème</sup> année, en 2014, il était désormais question de « tirs de précision », avec pour effet d'obtenir peu de souscriptions pour près de 98% de concrétisations. En ce début d'année 2015, le projet a connu un effet « boule de neige » qui s'est caractérisé bien plus rapidement par un grand nombre de concrétisations.

## HERVÉ BÉRIL



Ancien directeur des activités courriers et réseaux à la Cameroon Postal Services (Campost), le Français Frédéric Fenni vient d'être nommé au poste de directeur général (DG) de l'entreprise postale publique camerounaise, a annoncé dans un communiqué Jean-

Pierre Biyiti bi Essam, le ministre des Postes et des Télécommunications, par ailleurs président du conseil d'administration de cette entreprise. Frédéric Fenni remplace à ce poste son compatriote Hervé Béril, qui a démissionné de ses fonctions, a précisé le ministre Biyiti bi Essam.

Cette démission intervient un peu plus d'un mois après une grève des agents de la Poste camerounaise, qui réclamaient la reconstitution des carrières des anciens employés temporaires finalement recrutés, le paiement des prestations sociales suspendues depuis deux ans et la liquidation des droits des employés du fait de la fusion entre la Caisse d'Épargne Postale et la Sonaposte, deux entités qui ont donné naissance à la Campost. Pour rappel, depuis 2010 la Campost est gérée par une équipe de Sofrepost, filiale de la Poste française, suite à un contrat d'assistance technique signé avec le gouvernement camerounais.

# L'ère du *mobile money* souffle sur le Cameroun

Avec un taux de bancarisation d'à peine 20%, le Cameroun fait partie des petits poucets en matière d'accès aux services bancaires. Malgré une évolution rapide de cet indicateur au cours des dix dernières années (on n'était alors qu'à environ 10%), notamment avec le dynamisme du secteur de la microfinance (près de 500 établissements agréés par l'Etat), qui irradie jusqu'aux zones rurales, le Cameroun est encore en retard sur le segment de la bancarisation des populations comparé à de nombreux pays du même niveau. *A contrario*, selon l'Agence de régulation des télécommunications du pays, le taux de pénétration du téléphone mobile au Cameroun est passé de 9,8% à 71% entre 2004 et 2014. Cette explosion de l'usage du mobile dans le pays apparaît désormais comme une excellente opportunité pour développer des services de *mobile banking*, susceptibles de tirer vers le haut le taux de bancarisation au Cameroun.

C'est dans cette optique que, depuis 2012, les deux leaders du marché du mobile que sont MTN et Orange Cameroun ont lancé le *mobile money*, service permettant aux abonnés bancarisés ou non d'effectuer des transactions financières de divers ordres via le téléphone portable. Depuis lors, c'est une véritable fièvre du *mobile money* qui est observée dans le pays. Grâce à des

L'engouement observé autour du *mobile money* au Cameroun ainsi que les opportunités que recèle ce mode de paiement sont tels que de nombreux experts nourrissent déjà le doux rêve de voir se dupliquer le modèle du M-Pesa kenyan.



partenariats signés entre les promoteurs du *mobile money* et différentes sociétés commerciales en activité au Cameroun, le téléphone portable devient progressivement un porte-monnaie pouvant permettre de payer ses factures d'électricité, d'Internet et d'eau, l'abonnement chez le câblodistributeur, les emplettes dans les supermarchés, les frais d'inscription à l'université, les primes d'assurance, etc. L'engouement observé autour du *mobile money* au Cameroun ainsi que les opportunités que recèle ce

mode de paiement sont tels que de nombreux experts nourrissent déjà le doux rêve de voir se dupliquer chez la locomotive économique de la zone Cemac le modèle du M-Pesa kenyan. En effet, dans ce pays qui a domestiqué le paiement par mobile, le taux de bancarisation, selon Elisabeth Medou, DG d'Orange Cameroun, atteint aujourd'hui plus de 70%, dont 40% à mettre à l'actif du M-Pesa, le service de *mobile money* lancé par l'opérateur télécom Safaricom.

**Brice R. Mbodiam**



# L'Etat camerounais promet le paiement des impôts et taxes via le mobile

**L'objectif visé par cette pratique est de procurer aux contribuables une flexibilité dans le service, mais surtout de sécuriser les recettes.**

Le ministre camerounais des Finances, Alamine Ousmane Mey, a signé le 5 décembre 2014 à Yaoundé, la capitale du pays, un accord de partenariat avec les opérateurs de téléphonie mobile MTN Cameroon et Orange Cameroon pour la mise en place du « Mobile Tax », un nouveau système de paiement des taxes via le service *mobile money*. Disponible 24h/24, a-t-on appris, ce service va être déployé en deux phases. Pour la première phase, dont l'implémentation est effective depuis quelques mois, le « Mobile Tax » est exclusivement réservé au paiement de la taxe foncière sur les propriétés immobilières. « *Pour l'heure, seuls sont concernés les propriétaires fon-*

**Avec le mode de collecte actuel, la Direction générale des impôts (DGI) ne réussit à mobiliser que des recettes de 2 milliards FCFA, ce qui laisse apparaître des pertes d'environ 6 milliards FCFA chaque année.**

*ciers des villes de Yaoundé et Douala »,* précise Alamine Ousmane Mey. Par la suite, ajoute-il, cette solution sera élargie à d'autres villes et d'autres types d'impôts. Il s'agira, au final, d'adapter le « Mobile Tax » à tous les impôts et taxes prévus par le Code général des impôts. C'est dans cette optique que le gouver-

financier, est accessible au moyen de l'ouverture « gratuite » d'un compte « MTN Mobile Money » ou « Orange Money » dans tous les points de vente de ces opérateurs de téléphonie mobile disséminés à travers le pays. Mais comment cela fonctionne-t-il concrètement ? Sur la base des informations en leur

## Il s'agira, au final, d'adapter le « Mobile Tax » à tous les impôts et taxes prévus par le Code général des impôts.

nement camerounais a récemment lancé un avis d'appel d'offres en vue du recrutement d'un prestataire devant concevoir et installer dans les démembrements de la Direction générale des impôts des plateformes pouvant permettre le paiement des taxes via le *mobile money*.

Au Cameroun, la taxe foncière, qui sert de champ d'expérimentation au paiement des taxes grâce au *mobile money*, représente à peu près 8 milliards de francs CFA de recettes fiscales par an. Mais avec le mode de collecte actuel, la Direction générale des impôts (DGI) du Ministère des finances ne réussit, selon de bonnes sources, à mobiliser que des recettes de 2 milliards FCFA, ce qui laisse apparaître des pertes d'environ 6 milliards FCFA chaque année.

### MODE D'EMPLOI

Le « Mobile Tax », grâce auquel le gouvernement camerounais ambitionne de rattraper ce gap

possession, les services fiscaux notifient une déclaration pré-remplie au contribuable. Dès réception de cette déclaration, le contribuable est invité à procéder au paiement de la taxe y afférente grâce au numéro unique mentionné sur la déclaration préremplie.

A défaut d'avoir reçu une déclaration préremplie, le contribuable désireux de s'acquitter de son obligation fiscale peut à partir du site web de la DGI ([www.impots.cm](http://www.impots.cm)) télécharger ladite déclaration. Après réception de la déclaration préremplie, le contribuable peut donc procéder au paiement de son impôt. Mais pour faciliter l'accès de ces services aux contribuables, il est prévu l'ouverture de kiosques dans les locaux des centres régionaux et divisionnaires des impôts entre le 10 et le 15 de chaque mois, période qui correspond au paiement des impôts et taxes dans le pays.

BRM

## Brussels Airlines et Kenya Airways atterrissent sur le *mobile money*

Le transporteur aérien belge Brussels Airlines et le leader du marché de la téléphonie mobile au Cameroun MTN Cameroon (59% de parts de marché) ont signé en février 2014 une convention de partenariat pour l'achat de billets d'avion par « Mobile Money », le service de *mobile banking* de la filiale camerounaise du groupe télécom sud-africain MTN International. Brussels Airlines (300 vols quotidiens, 70 destinations et 43 avions) devient ainsi la toute pre-

mière compagnie aérienne à utiliser ce service de paiement électronique au Cameroun, et offre ainsi la possibilité à ses clients d'acheter leurs titres de transport sans avoir à se déplacer, ni à transporter d'importantes sommes d'argent jusqu'à une agence de voyage. Afin d'inciter les clients du transporteur belge à découvrir ce service qui transforme le téléphone portable en porte-monnaie électronique, les deux entreprises ont organisé une opéra-

tion promotionnelle qui a pris fin le 31 mars 2014, promotion qui a consisté en des réductions sur les prix des billets d'avion aux premiers utilisateurs de cette nouvelle offre. En avril 2014, la compagnie aérienne kenyane Kenya Airways a rejoint Brussels Airlines en signant également avec MTN Cameroon un partenariat pour la promotion des paiements des titres de transport aérien via le téléphone mobile.

## Le mobile pour régler ses factures dans les supermarchés



Il y a quelques mois, la société de téléphonie mobile MTN a lancé une nouvelle offre de paiement par mobile dénommée « Retail Payment ». Cette offre donne aux clients de MTN Cameroon titulaires d'un compte « Mobile Money » la possibilité de régler par téléphone mobile les factures des achats et services effectués dans les supermarchés partenaires. « Avec cette offre, il est désormais possible d'aller dans un magasin partenaire faire ses emplettes et de les régler à la caisse non pas en espèces ou par cartes bancaires mais par téléphone », explique Joël Awono Ndjodo, le responsable en chef du service « Mobile Money » chez MTN. Pendant la phase expérimentale, cette nouvelle offre a été testée uniquement dans les supermarchés Tsekenis.

Pour le moment, seules les villes de Yaoundé et Douala sont concernées par « Retail Payment ». MTN a également annoncé être entré en contact avec d'autres espaces commerciaux, à l'instar des hôtels, pharmacies, librairies, agences de voyage et même des boutiques de quartier, pour la vulgarisation de ce mode de paiement.

## Activa lance le paiement des primes d'assurance via le téléphone mobile



Le 2 décembre 2013 à Douala, Richard Lowé, le directeur général d'Activa Assurance, a signé un partenariat avec Orange Cameroun pour le paiement des primes d'assurances au moyen du téléphone portable grâce au service « Orange Money ». Pour ce faire, a-t-on appris, il suffira pour l'assuré d'Activa de disposer d'un compte « Orange Money » approvisionné d'au moins le montant de la prime d'assurance à payer. Ce partenariat, ont indiqué les contractants, vise non seulement à promouvoir le *mobile banking* au Cameroun, mais aussi à accroître le taux de pénétration de l'assurance dans le pays.

## MTN Cameroon enrichit son service « Mobile Money » de trois nouvelles offres

L'opérateur de téléphonie mobile MTN Cameroon a paré son service de paiement par mobile de trois nouveaux atours lancés officiellement le 14 avril 2014. Il s'agit de « Money Transfer », d'« Airtime Top Up » et de « Bill Payment », des innovations assorties de plusieurs avantages pour les utilisateurs. La solution « Money Transfer » a été conçue pour les émetteurs réguliers de mandats. Elle donne droit à un bonus

en crédit de communication à chaque émission ou réception de transfert d'argent. Les frais de transfert sont également très attractifs, soit 50 FCFA pour une somme de 50 000 FCFA. L'offre « Airtime Top Up » s'adresse à ceux qui rechargent habituellement leur mobile en achetant du crédit de communication via « Mobile Money ». Ils bénéficient non seulement d'achat gratuit de crédits de communication, mais aussi

de bonus à chaque recharge via le même canal. Enfin, la dernière offre, « Bill Payment », octroie des avantages aux utilisateurs qui payent régulièrement leurs diverses factures par « Mobile Money ». Ils ont droit à des dépôts d'argent gratuits sur leur compte « Mobile Money », à des bonus en crédits de communication à chaque paiement de facture par ce service et à la réduction de 50% des frais de paiement de la facture d'électricité.

## Ecobank et MTN annoncent une offre commune de services bancaires par mobile

Le groupe télécom sud-africain MTN International et le groupe bancaire panafricain Ecobank ont annoncé, le 17 mars 2014, le lancement d'une offre commune de *mobile banking* dans douze pays africains. Ces pays sont, apprend-on, le Cameroun, le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Guinée-Bissau, la Guinée-Conakry, le Liberia, le Congo Brazzaville, le Rwanda, le Soudan du Sud, l'Ouganda et la Zambie. Cette alliance entre les deux groupes africains permettra aux clients de la filiale camerounaise d'Ecobank qui sont abonnés au service « MTN Mobile Money » d'effectuer des opérations de retrait de fonds aux distributeurs automatiques d'Ecobank. Les clients des deux entreprises bénéficieront également de la possibilité de transférer de l'argent entre leurs comptes « Mobile Money » et Ecobank.

Au 31 décembre 2013, le groupe MTN International revendiquait déjà 14,8 millions d'utilisateurs pour le *mobile money*, en hausse de 57,3% en une année. Le groupe Ecobank est, quant à lui, présent dans 35 pays africains, dont le Cameroun, et possède un réseau de 1250 agences. « MTN est particulièrement ravi de cet accord qui s'inscrit parfaitement dans nos efforts continus d'améliorer l'accès aux services



*financiers pour nos clients* », a commenté Pieter Verkade, le directeur commercial du groupe MTN. « Ce déploiement démontre notre engagement à faire de la banque à distance une réalité. Notre empreinte panafricaine nous permettra

aussi d'être à la pointe du développement d'un marché transfrontalier de services bancaires par téléphone en Afrique », a déclaré de son côté Patrick Akinwuntan, directeur exécutif du groupe Ecobank chargé du domestic banking.



## Payer ses frais universitaires par téléphone, c'est désormais possible !



Les inscriptions lors des rentrées académiques au Cameroun se caractérisent toujours par de longues files d'attente devant les banques abritant les comptes des universités. Les étudiants doivent parfois revenir plusieurs fois pour attendre dans les longs rangs afin de régler les frais de préinscription et d'inscription exigibles. Le tout dans une période limitée. Face à cette situation difficile, l'opérateur des télécommunications MTN a décidé de leur donner un petit coup de pouce en mettant à leur disposition, depuis le 2 septembre dernier, le paiement par *mobile money*. Désormais donc, les étudiants peuvent s'acquitter de leurs frais exigibles n'importe où, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Il leur suffit juste de créer un compte « MTN Mobile Money », de le créditer, ce qui leur permettra de s'acquitter des frais universitaires au moyen du téléphone portable.

Dans la pratique, un numéro de compte « Mobile Money » est affecté à chaque établissement qui a signé le contrat avec MTN. En cas de nécessité, l'étudiant peut obtenir un reçu de son paiement dans une agence de l'opérateur télécom. Il est également possible aux parents et aux proches des étudiants de payer directement les frais d'inscription à la place et pour le compte de l'étudiant.

## Le mobile payment en soutien au e-commerce



Les clients de la filiale camerounaise de la société de commerce en ligne Cdiscount peuvent désormais payer leurs achats via « Orange Money », le service de paiement par mobile de l'opérateur télécom Orange Cameroun. Avant Cdiscount, c'est son concurrent Jumia qui s'était allié à la filiale locale de MTN sur le *mobile money*.

Récemment, la capitale économique camerounaise a abrité une rencontre entre les opérateurs locaux du commerce en ligne et les promoteurs du *mobile money* afin d'explorer les voies et moyens pouvant permettre de généraliser ce service dans les activités du commerce en ligne dans le pays. En effet, selon les experts, en l'absence de cartes de crédit pas encore très usitées au Cameroun, le paiement par mobile offre une excellente opportunité pour le dénouement des transactions commerciales en ligne. Depuis leur lancement au Cameroun en 2012, les services de paiement par mobile offerts par les deux leaders du marché du mobile dans le pays remportent un franc succès. En effet, malgré l'absence de statistiques fiables sur le nombre d'utilisateurs à ce jour, l'on peut tout de même constater qu'il est désormais possible d'effectuer nombre de transactions via son téléphone portable.

## Canalsat-Canal+ prend un abonnement au *mobile money*

Avec l'offre « Bill Payment Canalsat-Canal+ », fruit d'un partenariat entre la filiale camerounaise de MTN International et Canalsat, il est désormais possible pour les abonnés de MTN Cameroun disposant d'un abonnement Canalsat de payer leur abonnement chaque fois qu'ils le souhaitent et où qu'ils soient grâce au *mobile money*. Evidemment, il faut, pour bénéficier de cette opportunité, avoir ouvert un compte « Mobile Money » qui, outre les réabonnements Canalsat, permet déjà depuis plusieurs mois à ses utilisateurs camerounais de payer à distance leurs factures d'électricité et d'eau.



## Société Générale et Eneo lancent « Monifone » pour le paiement des factures d'électricité via le mobile

Le 3<sup>ème</sup> service de paiement de factures d'électricité par téléphone portable au Cameroun s'appelle « Monifone ». Il a été lancé en mai 2013 par la Société Générale Cameroun (SG) et Eneo, le concessionnaire du service public de l'électricité dans le pays. A travers ce service, les souscripteurs peuvent directement payer leurs factures d'électricité via leur téléphone portable, afin d'éviter le désagrément des files d'attente devant les agences de l'opérateur de l'électricité. Innovation du « Monifone » par rapport au « Mobile Money » de MTN et à « Orange Money », deux offres similaires mises en place par les opérateurs de téléphonie mobile au Cameroun, le « Monifone » est ouvert aux abonnés des deux réseaux.

La souscription au « Monifone » se fait gratuitement à travers l'ouverture d'un compte « Monifone » au guichet de la SG ou des entreprises de microfinance



que sont Advans et Crédit Communautaire d'Afrique (CCA). « 97% des clients d'Eneo sont propriétaires d'un téléphone portable et préfèrent communiquer par

SMS. C'est ce constat qui nous a motivé à lancer ce service », affirme Salifou Ndjifendjou, chef du projet « Monifone ».

## En 2015, l'électricien Eneo projette 20% des paiements de ses factures grâce au *mobile money*

Le paiement des factures d'électricité au Cameroun via le mobile suscite beaucoup d'espoir chez Eneo, le concessionnaire du service public de l'électricité. En effet, fort de l'engouement observé autour de ce mode de paiement, l'entreprise projette que 20% des paiements des factures de consommation d'électricité par sa clientèle se feront en 2015 via le mobile. Selon Alex Siewé, le directeur marketing et communication d'Eneo, les transactions entre cette entreprise et ses clients via le *mobile money* sont passées de 675 000 en 2013, pour un chiffre d'affaires de 4,2 milliards de francs CFA, à 700 000 en 2014 pour un chiffre d'affaires

de 8,2 milliards de francs CFA. « Cela veut dire que le prix moyen de la transaction a augmenté. Nous pensons que cela témoigne de ce que la crainte d'être coupé après un paiement par *mobile money* a disparu », croit savoir Alex Siewé.

A en croire M. Siewé, l'introduction du *mobile money* dans le paiement des factures d'électricité a permis d'observer la création d'une chaîne de solidarité entre les populations citadines et leurs parents restés dans les zones rurales, les premiers payant généralement à distance les factures de consommation d'électricité des seconds. Ce mode de paiement,

selon Eneo, a été particulièrement bien accueilli dans la région du Nord-Cameroun, où les distances séparant souvent deux agences de l'opérateur de l'électricité pénalisaient de nombreux consommateurs. « Dans certains cas, le coût du transport pour se rendre à l'agence était supérieur au montant de la facture elle-même », indique M. Siewé, précisant qu'il caricature « à peine la réalité ». Mais, par-dessus tout, soutient-on chez Eneo, le paiement des factures via le mobile a permis de réduire les longues files d'attente devant les guichets de l'entreprise pendant les périodes de paiements des factures d'électricité.

# GESTION PUBLIQUE

## A fin 2014, la Chine détenait un portefeuille d'investissements de 1850 milliards FCFA au Cameroun



Selon Wei Wenhua, le tout nouvel ambassadeur de Chine au Cameroun, à la fin de l'année 2014, l'empire du Milieu avait apporté son soutien financier à 21 grands projets réalisés sur le territoire camerounais pour un montant total d'environ 3 milliards de dollars, soit environ 1850 milliards FCFA. Le diplomate chinois a révélé ce chiffre au sortir d'une audience au Ministère des finances, le 13 avril 2015 à Yaoundé. En effet, tous les grands projets infrastructurels en cours ou récemment réalisés dans le pays, dans des secteurs aussi variés que l'énergie (construction de barrages), les transports (construction de ports et d'autoroutes) et les télécommunications (pose de la fibre optique), sont financés par Eximbank of China. Les travaux sont également exécutés par des entreprises chinoises.

## L'Allemagne annonce un appui de 10,4 milliards FCFA pour renforcer le système de santé



Günter Nooke, le représentant pour l'Afrique de la chancelière allemande Angela Merkel, a annoncé le 16 avril 2015 à Yaoundé, au sortir d'une audience avec le chef de l'Etat camerounais, Paul Biya, que la République Fédérale d'Allemagne déblocquera une enveloppe d'un peu plus de 10 milliards de francs CFA pour renforcer le système de santé camerounais. Concrètement, ce concours financier de l'Allemagne, a précisé M. Günter Nooke, permettra au gouvernement d'améliorer la prise en charge des déplacés camerounais et des réfugiés qui ont afflué sur le territoire camerounais depuis le déclenchement de la crise centrafricaine et des attaques de la secte islamiste nigérienne Boko Haram.



# Protais Ayangma (Saham Cameroun) :

## « Je suis un passionné. J'ai besoin de challenges, de pression... »



« Je voudrais capitaliser ma riche expérience au profit du développement de l'assurance dans une approche plus macroéconomique. »

Après 30 années d'expérience dans la gestion d'une compagnie d'assurances, Protais Ayangma, ex-président de la Fanaf, fondateur de La Citoyenne d'Assurances, actuel président du mouvement patronal E.Cam et éditeur du journal quotidien *Mutations*, a quitté Saham Cameroun le 30 avril 2015. Au lieu de rester au sein du groupe marocain Saham, où on lui proposait de bonnes perspectives dans la coordination d'un ensemble de filiales africaines, le Camerounais veut se consacrer à de nouveaux défis et à ses projets personnels. Entretien.

Investir au Cameroun : Vous quittez Saham Cameroun après environ 30 ans dans la gestion d'une compagnie d'assurances. Pourquoi quittez-vous la direction générale de Saham Cameroun alors que le groupe marocain Saham, qui a repris Colina La Citoyenne, vous offre de bonnes perspectives ?

Protais Ayangma : 30 ans, c'est quand même un sacré bail ! Nous sommes si critiques à l'égard de nos gouvernants que nous devons nous-mêmes apprendre à céder la place... Je ne suis pas un rentier. Je suis un passionné ; j'ai besoin de challenges, de pression. J'ai besoin de me remettre en cause en

permanence. Je n'ai pas une conception biblique du travail. Pour moi, le travail n'est pas une punition, mais un vrai plaisir. J'avais peur de ne plus m'amuser. Je crois avoir donné et je voudrais capitaliser ma riche expérience au profit du développement de l'assurance dans une approche plus macroéconomique.

IC : Vous quittez Saham Cameroun avec une riche carrière de gestionnaire d'une compagnie d'assurances et avec au compteur six années de présidence de la Fédération des sociétés d'assurances

### « Nous sommes si critiques à l'égard de nos gouvernants que nous devons nous-mêmes apprendre à céder la place... »

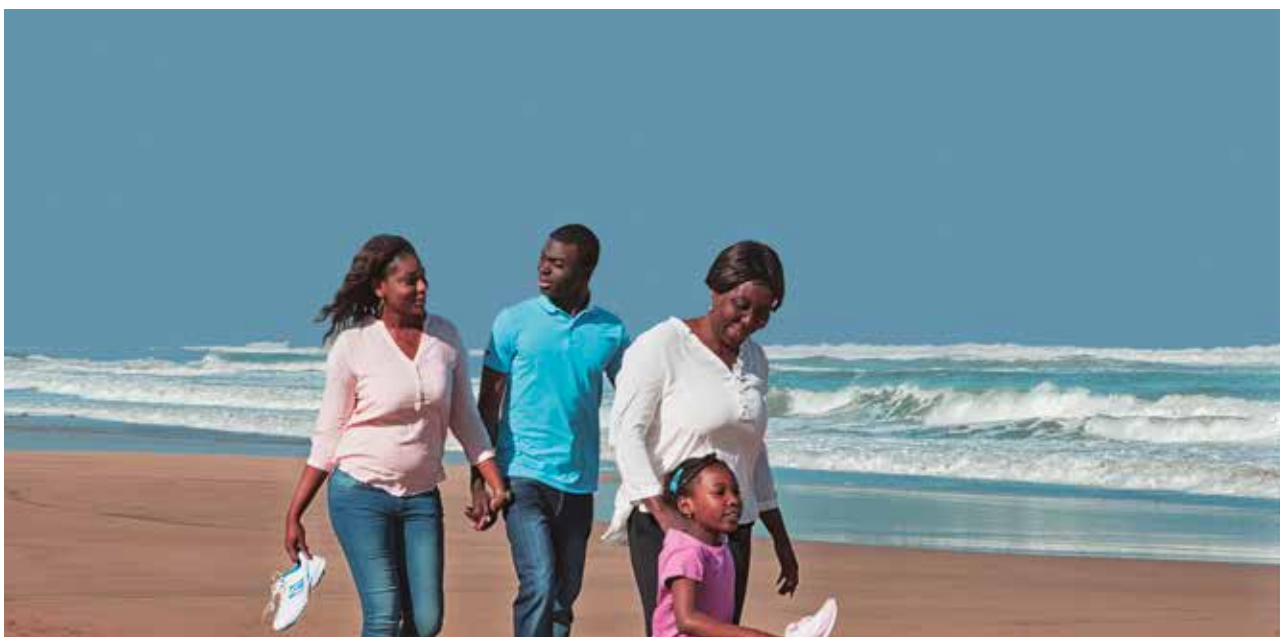
de droit national africaines (Fanaf). Quand vous dites que vous voulez capitaliser votre riche expérience au profit du développement de l'assurance, cela veut-il dire que vous comptez mettre votre expertise au profit des pays et des entreprises qui souhaitent implanter des compagnies d'assurances ou des pays qui veulent se doter d'une politique efficace en matière d'assurance ?

PA : Je capitalise en effet une inestimable expérience dans le domaine des assurances comme fondateur, gestionnaire d'une compagnie d'assurances, doublée de celle de président d'une association nationale et panafricaine de sociétés d'assurances, complétée par une expérience dans la régulation, comme membre de la commission régionale de contrôle. Donc, témoin des dérives des compagnies et expert auprès de la CIMA. Débarrassé de la gestion quotidienne, je voudrais réfléchir et accompagner les gouvernements et les associations professionnelles dans la mise en place de politiques d'assurances plus volontaristes afin de permettre à l'assurance de jouer son rôle de sécurisation des biens et des personnes et de financeur de l'économie nationale.

IC : Parlant de sécurisation des biens et des personnes, l'on a par exemple régulièrement au Cameroun des incendies dans des marchés du pays. Comment devrait-on, d'après vous, procéder pour que l'Etat et les commerçants dépensent moins pour la reconstruction de leur marché et de leurs stocks ?

PA : La récurrence des incendies dans les marchés du pays fait peur aux assureurs. Pourtant, la solution est assuran-

cielle et dans la prévention. La méthode des assureurs consiste à analyser les risques, détecter les vulnérabilités et les mitiger avant de les assurer. Les incendies qui endeuillent les commerçants sont souvent le fait de négligences, de fautes gravissimes, de la passivité des autorités qui laissent faire, par exemple, la construction sur les bouches d'incendie...



« Je voudrais réfléchir et accompagner les gouvernements et les associations professionnelles dans la mise en place de politiques d'assurances plus volontaristes afin de permettre à l'assurance de jouer son rôle de sécurisation des biens et des personnes et de financeur de l'économie nationale. »

**IC : A présent, dans quel état laissez-vous Saham Cameroun ?**

**PA :** Saham Cameroun se porte bien. Le dernier contrôle sur place de la CRCA (Commission régionale de contrôle des assurances) a conclu que sa situation était conforme. Les ratios de couverture des engagements réglementés et de solvabilité sont bons, ainsi que la cadence de règlement des sinistres. Saham a également déféré à l'injonction de la CIMA de procéder à l'annulation de tous ses arriérés.

**IC : Aujourd'hui, quelle est la géographie du capital de Saham Cameroun ?**

**PA :** Le groupe Saham détient 55% du capital et les Camerounais 45%. Malgré cela, la présidence du conseil d'administration et la direction générale sont assurées par des Camerounais. C'est un partenariat solide basé sur la confiance réciproque.

**IC : De La Citoyenne à Saham Cameroun en passant par Colina, quels ont été les obstacles majeurs auxquels vous avez fait face ?**

**PA :** De La Citoyenne à Colina, le défi a été de passer d'une société nationale à une petite multinationale africaine avec des obligations de *reporting* et des audits. De Colina à Saham, le défi était de passer d'une société africaine à une

société intercontinentale travaillant avec des standards internationaux... Nous n'avions pas d'autre choix que de nous adapter !

**IC : Colina a absorbé en 2006 La Citoyenne d'Assurances dont vous êtes le fondateur. Puis, en 2010, Saham a, à son tour, absorbé Colina. Les deux groupes vous ont bien entendu laissé diriger la compagnie. Avec l'arrivée successive des Libanais et des Marocains, comment s'en tire Monsieur Ayangma à chaque fois et avec quel retour sur investissement ?**

**PA :** C'est très courant dans notre secteur, les absorptions. L'effet taille est important dans notre métier. Ce que cela suggère, c'est que notre société était suffisamment intéressante pour retenir l'attention d'investisseurs aussi prestigieux... Pour nous, notre intérêt était de pérenniser la société, de bénéficier de l'expertise et du savoir-faire de nos partenaires, et de la force de son réseau, même si cela s'est fait au prix d'un partage de pouvoir. Ce qui au demeurant n'est pas une mauvaise chose.

**IC : Quelle image, ou alors quelle action principale voudrez-vous que vos employés et collaborateurs à Saham Cameroun gardent de vous ?**

**PA :** Celle d'un patron juste et exem-

plaire, soucieux de leur épanouissement personnel. Quant à l'action qu'ils auront retenue, chacun choisira dans notre long compagnonnage, celle qui lui aura parlé. Je peux citer les journées « semailles », sorte de retraite bisannuelle de tout le personnel en dehors de notre siège au cours de laquelle les barrières hiérarchiques tombent...

**IC : Après la modification en 2011 de l'article 13 du Code des assurances relatif à la souscription et à l'encaissement des primes par le Conseil des ministres en charge des assurances des pays membres de la CIMA, comment évaluez-vous à ce jour l'évolution du taux de règlement des sinistres au Cameroun et en Afrique centrale d'une part, et l'évolution du chiffre d'affaires des compagnies d'assurances du Cameroun d'autre part ?**

**PA :** La réforme de l'article 13 constitue, après le traité CIMA signé en 1992, la plus grande réforme intervenue dans le domaine des assurances, et je suis fier d'y avoir œuvré. Elle a créé un véritable cercle vertueux : en un an, le taux d'encaissement est passé de 55% à plus de 95%, le montant des sinistres payés a augmenté – même si pour l'instant dans des proportions plus modestes –, les sociétés d'assurances sont devenues liquides et ont placé un peu plus dans

les DAT, les actions et les obligations. Et contrairement à nos craintes, le volume des primes non seulement n'a pas baissé, mais il a augmenté dans toute la zone CIMA.

**IC :** L'on imagine qu'avec ce recul dans la gestion quotidienne d'une entreprise d'assurances, vous aurez aussi plus de temps à consacrer à vos entreprises et projets déjà en cours. L'on pense ainsi à la South Media Corporation, qui édite le quotidien *Mutations*, ou encore au groupement patronal E.Cam dont vous assurez la présidence. Comment envisagez-vous l'avenir de ces deux structures et comment comptez-vous vous y impliquer désormais ?

**PA :** Oui, ce sont mes dossiers prioritaires. *Mutations* aura vingt ans l'année prochaine. Il faut changer complètement son logiciel. Je travaillerai dans les jours prochains à un nécessaire repositionnement du journal sans en renier les fondamentaux qui ont fait son succès. Ce sera un autre journal. La presse est un pilier démocratique fondamental.

Au lieu de la critiquer, il faut œuvrer à son relèvement qualitatif. E.cam, quant à lui, est victime de son succès. Cette organisation nécessite des ressources humaines que nos moyens financiers ne permettent pas d'avoir, car les PME

recteur de publication par intérim, Xavier Messe (2012-2015). Quelle période vous a le plus marqué ?

**PA :** La période qui m'a le plus marqué, c'est sans hésitation la période Haman Mana. C'était les débuts. Il y avait beau-

**« Le groupe Saham détient 55% du capital de Saham Cameroun et les Camerounais 45%. C'est un partenariat solide basé sur la confiance réciproque. »**

n'ont pas d'argent. Nous compensons ce déficit par une implication personnelle très importante.

**IC :** On peut dire que le journal a connu avec ses directeurs de publication successifs trois phases de développement. La période Haman Mana (1997-2007), la période Alain Blaise Batongué (2007-2012) et la période actuelle avec un di-

coup d'enthousiasme, beaucoup de foi et de la ferveur, même. Il y avait une équipe solidaire qui avait à cœur de prouver sa compétence et que rien, mais alors rien n'arrêterait. Beaucoup d'eau a coulé depuis sous le pont... Je suis nostalgique de cette période héroïque...

**Propos recueillis par Beaugas-Orain Djoyum**

## Les USA offrent 20 milliards FCFA au Cameroun, au Tchad, au Niger et au Nigeria pour combattre Boko Haram

L'ambassadeur des Etats-Unis au Cameroun, Michael Stephan Hoza, a annoncé le 5 mai 2015 à Yaoundé, la capitale camerounaise, que son pays débloquent la somme de 40 millions de dollars (soit 20 milliards FCFA) sur une période de trois ans en faveur du Cameroun, du Nigeria, du Niger et du Tchad. Ces fonds, a souligné le diplomate américain accrédité à Yaoundé, aideront directement aux efforts que consentent déjà ces quatre pays africains dans le cadre de leur lutte commune contre la secte terroriste Boko Haram, que l'ambassadeur des Etats-Unis au Cameroun a qualifiée de « bande de voyous ».

Ce concours financier des Etats-Unis, a-t-on appris, servira concrètement à la conduite d'activités de formation au profit des forces de défense des quatre pays susmentionnés, ainsi qu'à l'achat



d'équipements militaires. Cette sollicitude américaine s'inscrit dans le cadre d'un programme du Fonds mondial d'urgence pour la sécurité dans la ré-

gion du Bassin du lac Tchad, lequel programme prévoit également le développement de patrouilles frontalières conjointes entre les quatre pays.



# AGRO

## Pamol se dotera d'une unité de production d'huile de palme de 30 TM par heure

Les actionnaires de la société agro-industrielle Pamol se sont réunis en assemblée générale extraordinaire le 27 avril 2015 à Yaoundé, a-t-on appris dans un communiqué officiel. L'unique point à l'ordre du jour de cette AG était l'octroi du quitus au directeur général, afin que ce dernier puisse mobiliser auprès des institutions bancaires locales et internationales les financements nécessaires pour doter l'entreprise d'une unité de production d'huile de palme d'une capacité de 30 tonnes métriques (TM) par heure. Cet investissement, dont le montant n'a pas été révélé, fait partie d'un contrat-plan signé entre l'Etat du Cameroun et Pamol dans le cadre de la réhabilitation de cette société agro-industrielle publique. D'un montant de



14 milliards de francs CFA, ce contrat-plan intègre également la construction d'une savonnerie, le rajeunissement des plantations d'huile de palme exploitées par l'entreprise, la création de nouvelles plantations, avec notamment une palmeraie de 500 hectares à créer dans la péninsule de Bakassi, territoire qui a autrefois fait l'objet d'un conflit frontalier entre le Cameroun et le Nigeria.

## L'agro-industriel PHP projette une production de 170 000 tonnes de bananes en 2015

La société des Plantations du Haut Penja (PHP), filiale camerounaise du groupe français Compagnie Fruitière de Marseille, projette une production de 170 000 tonnes de bananes en 2015, a-t-on appris de sources internes à l'entreprise. Cette production sera alors en hausse de plus de 13 000 tonnes par rapport aux 157 000 tonnes produites au cours de l'année 2014. Leader du marché de la banane au Cameroun, avec un peu plus de la moitié des quantités produites à l'échelle nationale, la société

PHP exporte sa banane dessert principalement vers l'Union européenne, mais aussi vers des pays africains tels que le Maroc, le Tchad et le Nigeria. Pour rappel, en plus des 3000 hectares qu'elle exploite déjà dans le département du Mungo, dans la région du Littoral, la PHP est actuellement en phase d'expansion, avec la création en cours d'une bananeraie sur une superficie de 800 hectares dans la localité de Dehane, située dans le département de l'Océan, région du Sud du Cameroun.

## SNV offre une unité de transformation aux cacaoculteurs de Konye, dans le Sud-Ouest



L'Agence de coopération néerlandaise (SNV) vient d'offrir aux 700 membres de la Coopérative des producteurs de Konyé, localité située dans la région du Sud-Ouest du Cameroun, une unité de transformation des fèves de cacao en pâte de chocolat, poudre et beurre de cacao, a-t-on appris de bonnes sources. Selon la SNV, qui a préalablement formé les membres de la Coopérative des producteurs de Konyé à l'utilisation des nouveaux équipements, cette unité de transformation devrait permettre aux producteurs de cacao de cette partie du Cameroun de tirer une meilleure plus-value des 600 tonnes de cacao produites par an dans cette localité.

A travers le don de la SNV aux cacaoculteurs de Konyé, la Hollande, pays qui est pourtant la destination de 70% des fèves de cacao produites au Cameroun, selon les statistiques officielles, encourage ainsi la transformation locale de ce produit de rente.

## Le Cameroon Commodities Exchange requiert la construction d'entrepôts d'une capacité de 300 000 TM

Dans le cadre du projet de lancement du Cameroon Commodities Exchange (CCX), la bourse des matières premières du pays, le cabinet Eleni LLC, qui conseille le gouvernement camerounais sur ce projet, suggère la création de centres d'entreposage et de livraison de produits échangés sur le CCX dans neuf villes camerounaises. Il s'agit des villes de Kumba, Douala, Yaoundé, Abong-Mbang, Fombot, Bamenda, Ngaoundéré, Touborou et Kaele. Cependant, souligne le cabinet, « l'évaluation de la capacité de l'entrepôt existant révèle

un déficit en matière d'infrastructures d'entreposage de 300 000 TM sur cinq ans dans les villes ci-dessus, pour les volumes des échanges projetés pour les huit matières premières d'intérêt ». En clair, afin que la future bourse des matières premières du Cameroun fonctionne de façon optimale cinq ans après son lancement, il va falloir construire sur cette même période des entrepôts d'une capacité totale d'au moins 300 000 TM. De ce point de vue, le gouvernement vient de lancer deux appels d'offres pour « la construction de complexes de condi-

tionnement et de stockage de produits vivriers dans certains bassins de production ». Plus de 3 milliards de francs CFA seront investis dans ces infrastructures. Des opérateurs privés sont également intéressés par ce type d'investissement. Dans son étude de faisabilité du projet, le cabinet Eleni annonce par exemple que le groupe « Bolloré aimerait investir dans la construction de nouveaux entrepôts destinés à la CCX et dispose de terres hors de Douala ».

## Un projet agricole cofinancé par le Japon transforme la vie des populations d'Andom

Depuis quatre ans, grâce à la mise en œuvre du Forest-Savana Sustainability Projet (FOSAS), cofinancé par l'Etat du Cameroun et le gouvernement japonais, rien n'est plus comme avant dans le village d'Andom, situé dans la région de l'Est. « De nombreux enfants vont désormais à l'école grâce à l'apport de ce projet. Les parents cultivateurs ont augmenté leur production grâce aux facilités de séchage et de transformation du manioc », confie un habitant du village. En effet, dans cette localité, le FOSAS, qui promeut l'exploitation des ressources naturelles locales pour améliorer les conditions de vie des populations, a misé sur la production et la transformation du manioc pour sortir les populations d'Andom de la pauvreté. Résultat des courses au bout de quatre années de mise en œuvre du projet, les 200 ménages d'Andom ont produit 33 tonnes de couscous de manioc. Cet engouement pour la transformation a renchéri les prix du tubercule sur le marché local, pourvoyant des revenus supplémentaires aux producteurs. Dans le même temps, les ménages d'Andom ont engrangé d'importantes ressources financières en vendant envi-



ron 800 000 boutures de manioc aux producteurs des localités environnantes. Tel est le bilan global que viennent de dresser les promoteurs de ce projet agricole qui s'achève dans un an et qui a fait sortir de terre plusieurs dizaine d'hectares de manioc dans le village d'Andom.

Cette expansion de la culture du manioc a été rendue possible par la mise à disposition des producteurs de boutures améliorées, la construction d'infrastructures de séchage, ainsi que la formation des producteurs aux pratiques et techniques culturales modernes.

## 100 hectares de champs semenciers de cacao en vue avec le concours de la WCF

La World Cocoa Foundation (WCF), une ONG internationale financée par le milliardaire américain Bill Gates, a mis à la disposition du gouvernement camerounais les financements nécessaires pour la création de 15 hectares de champs semenciers de cacao, a indiqué Hope Sona Ebaï, un responsable de la WCF. C'était le 10 avril 2015 à Log-Nkoll au cours d'une cérémonie de remise de matériel agricole aux jeunes producteurs de cacao de cette localité de la région du Littoral du Cameroun. Les 15 hectares de champs semenciers financés par la WCF s'ajouteront ainsi aux 85 hectares qu'ambitionne de créer le gouvernement à partir de cette année. Au total, ce sont donc 100 hectares de champs semenciers de cacao qui seront plantés à travers le pays afin de rendre disponible le matériel végétal de qualité à mettre à la disposition des producteurs de cacao. En effet, malgré une production nationale moyenne de 200 000 tonnes depuis au moins cinq ans, la filière cacaoyère camerounaise, selon les experts, souffre encore de l'indisponibilité de plants sélectionnés de qualité, capables de produire de meilleurs rendements à l'hectare et plus résistants aux maladies du cacao.

## Les exportations de cacao ont progressé de plus de 34 000 tonnes en huit mois de campagne



A fin mars 2015, c'est à dire huit mois après le lancement de la campagne cacaoyère 2014-2015, le Cameroun, 4ème producteur africain de fèves, a exporté 177 509 tonnes, selon les statistiques de l'Office national du cacao et du café (ONCC). Ces exportations sont en progression de plus de 34 000 tonnes par rapport aux 143 374 tonnes exportées sur la même période au cours de la campagne précédente. Bien qu'elles soient en nette progression comparées à la dernière campagne, à la faveur de mesures d'évacuation urgentes prises au port de Douala, ces exportations ont ralenti au mois de mars 2015, se situant seulement à 10 810 tonnes, contre 19 806 tonnes au mois de février dernier.

## Des champs semenciers de manioc en vue pour approvisionner la Sotramas

Le Ministère camerounais de l'agriculture vient de mettre à la disposition du Programme de développement et de valorisation des racines, tubercules et plantain, des variétés améliorées de boutures de manioc certifiées, en vue de la création de champs semenciers dans les environs de la Société de Transformation de Manioc de Sangmélina (Sotramas), construite dans la région du Sud. Selon le ministre de l'Agriculture Essimi Menyé, ces boutures seront distribuées aux producteurs qui les multiplieront avant de produire du manioc destiné à approvisionner la Sotramas en matières premières. En effet, les travaux de construction de cette usine, qui ambitionne de transformer chaque jour



120 tonnes de manioc en amidon, sont achevés depuis plusieurs mois. Mais ses activités tardent à démarrer à cause de la rareté de la matière première qu'est le manioc. Selon les estimations officielles,

au cours des cinq prochaines années il faudra planter 4000 hectares de manioc dans les environs de la ville de Sangmélina afin que la Sotramas puisse tourner à plein régime.



## En accédant à la terre, les femmes boosteraient la production de café de 20 à 30%



Si les femmes camerounaises avaient un meilleur accès aux terres et aux financements, leur implication dans la filière café pourrait rapidement catalyser une augmentation de la production nationale de l'ordre de 20 à 30%. C'est ce que révèle une étude de la FAO citée le 24 avril 2015 à Yaoundé lors du forum

ayant ponctué la 3<sup>ème</sup> édition du Festicoffee, le festival international du café camerounais, qui s'est déroulé du 23 au 25 avril 2015. Articulé autour du thème « Le café : une opportunité d'affaires pour la femme », ce forum a non seulement révélé les visages de la marginalisation de la femme dans la filière café (elle

produit, mais c'est l'homme qui vend) malgré le rôle prépondérant qu'elle y joue (50% du million de producteurs camerounais sont des femmes), mais a surtout mis en exergue les bienfaits qu'occasionnerait l'implication de la gent féminine dans le développement de la filière café au Cameroun.

Afin de faire jouer à la femme une véritable partition dans la filière café, une Association des femmes camerounaises dans le café (AFECC) vient d'ailleurs de voir le jour, sous l'impulsion du Conseil interprofessionnel du cacao et du café (CICC). Cette association est dirigée par la députée Patricia Tomaino Ndam Njoya, dont l'époux, l'homme politique Adamou Ndam Njoya, est présenté comme le plus grand producteur de café du pays, avec de vastes plantations dans le Noun, département de la région de l'Ouest.

## L'Acram veut exporter Festicoffee, le festival international du café camerounais

Le Togolais Anselme Gouthon, président de l'Association des cafés robusta d'Afrique et de Madagascar (Acram), ne tarit pas d'éloges pour Festicoffee, le festival international du café camerounais. « *Festicoffee est en passe de devenir l'évènement majeur pour la promotion des cafés africains* », a-t-il déclaré le 23 avril 2015 dans la capitale camerounaise à l'occasion de l'ouverture de la 3<sup>ème</sup> édition de ce festival, ponctuée par une journée de dégustation étendue à six villes africaines. Fort du succès que remporte cet évènement, le président de l'Acram a révélé que cette organisation souhaite s'approprier ce festival afin de l'organiser annuellement, de manière rotative, dans les pays membres de l'Acram. Selon Anselme Gouthon, cette recommandation a été formulée au cours d'un conseil d'administration de l'Acram tenu au mois de mars



2015, et devra être entérinée lors d'une assemblée générale prévue au mois de novembre prochain. Cependant, rassure Omer Gatién Malédy, le secrétaire général de l'interprofession cacao-café au Cameroun, cette ambition d'exportation du Festicoffee ne saurait priver le pays de sa fête annuelle autour du café. Festicoffee 2015, qui s'est achevé le 25

avril 2015 par une soirée de gala et de récompenses aux meilleurs opérateurs de la filière café au Cameroun, est organisé depuis trois ans par le Conseil interprofessionnel du cacao et du café (CICC), avec le concours du Ministère camerounais du commerce. Cette manifestation, selon ses promoteurs, vise à promouvoir la consommation du café.



# FINANCE

## Ecobank mobilisera 30 milliards FCFA pour financer le plan de relance de Camair Co



La filiale camerounaise du groupe bancaire panafricain Ecobank a été commise par la Cameroon Airlines Corporation (Camair Co), la compagnie aérienne publique, pour mobiliser (certainement en consortium avec d'autres banques locales) des financements d'un montant

total de 30 milliards de francs CFA afin de lancer l'implémentation du plan de relance de cette compagnie aérienne. L'information est révélée par le DG de Camair Co, Jean-Paul Nana Sandjo. « Les financements sont déjà disponibles. Ils seront mis à notre disposition d'ici

deux à trois semaines. A partir de là, nous allons dérouler notre plan de relance qui consiste à acquérir six avions, qui s'ajouteront aux deux MA60. Ce qui portera la flotte de Camair Co à onze avions d'ici juillet-août », annonce le DG de Camair Co, entreprise qui revendique un endettement de 30 milliards FCFA en quatre ans d'activités.

En dehors du renforcement de la flotte de la compagnie, annonce Jean-Paul Nana Sandjo, les financements attendus d'Ecobank serviront à la mise en place d'ateliers de maintenance des aéronefs de la compagnie aérienne camerounaise. En effet, explique le DG, en dépit d'une trésorerie déficitaire, Camair Co dépense énormément pour la maintenance de ses aéronefs à l'étranger, parfois pour des pannes aussi minimes que de simples crevaisons de roues.

## UBA Cameroun remporte le prix « Prepaid Innovative Product of the Year » décerné par Visa

La filiale camerounaise du groupe bancaire nigérian United Bank of Africa (UBA) a remporté le prix « Prepaid Innovative Product of the Year », édition 2015, a-t-on appris dans un communiqué officiel rendu public le 13 avril 2015. La distinction a été remise à cette institution bancaire du Cameroun lors du récent Prepaid Summit Middle East 2015, organisé à Dubaï et sponsorisé par Visa, la société émettrice de la carte de paiement électronique éponyme. « Je suis très heureux qu'UBA Cameroun ait été récompensé pour son action en faveur du développement des paiements

électroniques. L'Afrique est le continent qui enregistra la plus forte hausse des paiements électroniques d'ici à 2016. Visa offre en ce sens de nombreux services et solutions bancaires mobiles basés sur l'innovation, grâce à ses partenariats avec des institutions financières et des entreprises mondiales de la téléphonie mobile, notamment par le biais de Samsung Pay et Apple Pay », a commenté Mohamed Touhami El Ouazzani, DG de Visa pour le Maroc et l'Afrique francophone. UBA Cameroun a remporté ce prix grâce à son concept innovant de « Co-branded Student ID Visa Prepaid »,

dont l'objectif est de munir les universités et les étudiants d'une carte Visa multifonctions. Grâce à cette carte Visa prépayée, indique le communiqué susmentionné, UBA Cameroun a signé trois partenariats avec les universités les plus importantes du pays : l'Université de Douala, l'Université de Yaoundé 1 et l'Université de Yaoundé 2. Aujourd'hui, 50 000 cartes sont utilisées par les étudiants de l'Université de Douala et près de 100 000 autres sont en cours de production pour les universités de Yaoundé 1 et Yaoundé 2.

## Un Fonds de facilitation des crédits de moyen terme aux populations rurales en gestation

Dans le cadre du Projet d'appui au développement de la microfinance rurale (Padmir), le gouvernement camerounais a mis en place un fonds de facilitation doté d'une enveloppe de près de 4,5 milliards de francs CFA afin de réduire le risque élevé des crédits ruraux dans le pays. Pour ce faire, la collaboration entre ce fonds et les établissements de microfinance (EMF) « permet d'offrir aux producteurs agricoles des crédits à moyen terme dont le financement est apporté à hauteur de 50% par le fonds, de 40% par l'EMF partenaire et de 10% par le bénéficiaire ». Les résultats obtenus jusqu'ici dans cette croisade pour la facilitation des crédits de moyen terme

aux producteurs agricoles sont plus que satisfaisants, selon les responsables du Padmir. « Premier mécanisme du genre au Cameroun, son caractère novateur suscite déjà beaucoup d'espoir et de l'intérêt de la part de partenaires techniques et financiers au développement », indique le Padmir dans un avis à manifestation d'intérêt publié le 17 avril 2015. Cet avis à manifestation d'intérêt porte sur le recrutement d'un consultant devant réaliser une étude pour « l'institutionnalisation » du Fonds de facilitation des crédits de moyen terme dans les zones rurales. En clair, souffle une source autorisée, le Padmir ambitionne de proposer au gouvernement camerounais

de faire de ce fonds de facilitation non plus une simple composante du Padmir, mais une véritable institution publique devant œuvrer à la facilitation des crédits de moyen terme dans les zones rurales.

Pour rappel, au Cameroun, 75% de la population active exercent dans le secteur agricole. Cependant, ce secteur d'activité est le plus délaissé en matière d'accès aux financements, y compris par les établissements de microfinance qui, par essence, sont censés apporter les services financiers aux populations des zones rurales.

## La valeur des réserves d'or du pays à la BEAC a progressé de 2,3 milliards FCFA en 2014

Selon le rapport des commissaires aux comptes de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC), les réserves d'or de l'Etat camerounais étaient estimées à un peu plus de 29 954 onces au 31 décembre 2014. Ces réserves représentaient une valeur financière de 19,5 milliards de francs CFA, contre 17 milliards FCFA sur la même période en 2013, en augmentation de 2,3 milliards FCFA. Cette hausse de la valeur des réserves d'or camerounaises est imputable, souligne le rapport, à l'amélioration du prix de l'once d'or sur le marché international, puisque ce métal précieux était « coté à 994 euros l'once (environ 651 000 FCFA) à fin 2014, contre 875 euros (environ 573 000 FCFA) à fin 2013 ».

Des cinq pays de la zone Cemac disposant de réserves d'or à la banque centrale (la Guinée Equatoriale n'en dispose pas selon le rapport), le Cameroun revendique le stock le plus important, loin devant le Gabon, qui dispose de 12 837 onces d'or en réserve à la BEAC. Celles du Congo, de la République Centrafricaine et du Tchad sont presque égales : 11 125 onces.

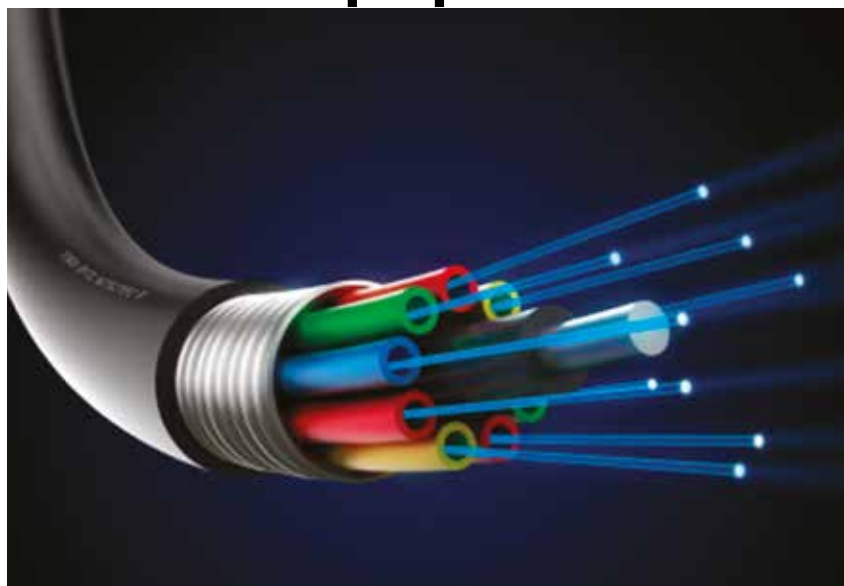


# TELECOMS

## Le Cameroun lance le processus de connexion au câble sous-marin à fibre optique ACE

Le gouvernement camerounais procédera, cette année 2015, à la construction dans la ville de Kribi, région du Sud, du point d'atterrissement du câble sous-marin à fibre optique dénommé Africa Coast to Europe (ACE). Dans un appel à manifestation d'intérêt lancé le 21 avril 2015 par le Ministère des postes et des télécommunications à l'effet de recruter un cabinet en vue de la réalisation des études techniques détaillées de ce projet, il est précisé qu'en plus de construire ce point d'atterrissement au cours de l'année 2015 courante, il sera procédé à « la jonction sous-marine entre la chambre de visite située à la sortie de la mer et le point de raccordement du câble en mer situé à environ 650 kilomètres ».

Long de 14 000 km, ACE, qui s'étire de l'Europe jusque sur la côte ouest-africaine, a été déployé par un consortium d'investisseurs dans lequel se trouve l'opérateur télécom français Orange. La filiale camerounaise de cet opérateur a placé beaucoup d'espoir dans cette infrastructure. « Notre souhait d'investir dans le câble sous-marin ACE demeure comme le levier d'optimisation de l'accès à Internet. Nous le mettrons en œuvre dès



que le cadre réglementaire le permettra. Il en va de même pour l'accès au haut débit mobile », avait déclaré en décembre dernier Elisabeth Medou Badang, la DG d'Orange Cameroun, en s'adressant à la presse locale.

Selon le Ministère des postes et des télécommunications, ce nouveau câble sous-marin, qui sera le 3<sup>ème</sup> auquel le

pays va se connecter après le SAT-3 et le WACS, tiré par MTN International, « permettra de valoriser les ressources des réseaux de télécommunications 3G/4G et l'amélioration de l'accès aux technologies large bande » au Cameroun. Le câble ACE dispose, apprend-on, « d'une capacité de transmission de 5,12 terabytes et utilisera les longueurs d'onde de 40G ».

## L'opérateur de téléphonie MTN compte sur la 3G pour tirer ses revenus du data en 2015

La filiale camerounaise de l'opérateur de téléphonie mobile sud-africain MTN International compte sur les 253 sites qui sont actuellement déployés pour les services de la 3G, dont elle a acquis la licence d'exploitation en mars 2015, pour accroître la part de revenus générée par la consommation des données, a-t-on appris des performances financières du premier trimestre 2015 publiées le

23 avril sur le Johannesburg Exchange (marché financier sud-africain). Un objectif qui comporte ses parts de défis, car les premières expériences clientèles des services de la 3G fournis par l'opérateur et son concurrent direct, la filiale locale du groupe français Orange, n'ont pas véritablement convaincu les utilisateurs, malgré les offres promotionnelles, tant en termes de rapport volume-prix

que de l'accès moins cher aux terminaux appropriés. Un responsable de l'Agence de régulation des télécommunications a essayé d'expliquer la situation, mais n'a pas convaincu tout le monde, notamment la Ligue des consommateurs qui menace de porter plainte contre ces opérateurs pour publicité mensongère si la qualité de service ne s'améliore pas.

## Le Burkina Faso s'initie à la pose de la fibre optique chez Camtel

Une délégation de responsables des télécommunications du Burkina Faso a récemment séjourné au Cameroun

pour s'inspirer de l'expérience camerounaise en matière de pose de la fibre optique. « *Le Cameroun est en avance*

*par rapport à nous en matière de gestion du backbone à fibre optique, parce qu'il dispose déjà de cette infrastructure. Une coopération Sud-Sud nous permettra de mieux nous inspirer de cette expérience pour la mise en place de notre infrastructure », a déclaré Lamoussa Oualbeogo, le chef de la délégation burkinabée. En guise de conseil, David Nkotto Emame, le directeur général de Camtel, l'entreprise publique des télécoms au Cameroun, a notamment recommandé aux Burkinabés de ne pas confier la gestion de cette infrastructure à un opérateur privé. « Si vous souhaitez réhabiliter les télécoms au Burkina Faso, le backbone devra faire l'objet de la création d'une structure nationale gérée par l'Etat. Cela sera davantage bénéfique pour le pays, contrairement à si elle est administrée par une entreprise privée », a-t-il déclaré. Le Burkina Faso vient en effet de signer un contrat avec la firme chinoise Huawei pour la pose de plus de 5444 km de fibre optique dans le pays. Le Cameroun, lui, dispose déjà d'un réseau à fibre optique de 6000 km qui sera porté à 10 000 km dans le moyen terme, selon les prévisions gouvernementales.*



## Mitsumi Distribution commercialisera les équipements du Chinois ZTE au Cameroun

Le fabricant chinois des équipements des télécommunications ZTE vient de signer un partenariat avec la société Mitsumi Distribution, présentée comme l'un des plus grands distributeurs des technologies de l'information et de la communication sur le continent africain, a-t-on appris de bonnes sources. Distributeur de grandes marques telles qu'Acer, Asus, Canon, Dell, Hitachi, HP, IBM, Lenovo, Microsoft, Samsung, Sandisk ou encore Toshiba, la société Mitsumi Distribution a été choisie par la firme chinoise en vue de lancer une véritable

offensive commerciale des produits ZTE sur environ 17 pays africains, dont le Cameroun.

Ce partenariat entre ZTE et Mitsumi Distribution, dont le hub se trouve à Nairobi, au Kenya, devrait permettre à cet équipementier chinois de diversifier ses produits au Cameroun à travers la commercialisation d'autres produits tels que les équipements de vidéoconférence, des modems, des routeurs, des data center, etc., apprend-on de sources crédibles. En effet, jusqu'ici, ZTE est connu au Cameroun pour ses offres de

solutions informatiques à la société de téléphonie mobile Orange Cameroun et à l'opérateur historique des télécoms Camtel, dont la firme chinoise a construit des équipements dans les villes de Douala et de Yaoundé. En 2013, le gouvernement camerounais a confié à cette entreprise chinoise le marché pour la mise en place d'un Plan national des télécommunications d'urgence raccordé aux administrations en charge de la gestion des catastrophes naturelles.



## Le taux de pénétration du e-commerce atteint à peine 2%



A peine 2% des Camerounais effectuent des achats et des ventes de marchandises sur Internet, a-t-on appris le 14 avril 2015 à Douala à l'ouverture de la 2ème édition du Salon Afrikebiz. Cette manifestation a une fois de plus regroupé les opérateurs du e-commerce installés sur le continent africain afin de réfléchir sur les voies et moyens pouvant concourir

au développement du commerce en ligne en Afrique. La timidité observée dans l'appropriation du e-commerce par les populations camerounaises tient principalement de deux facteurs. Il y a d'abord le faible taux de pénétration de l'internet, qui est pourtant la principale matière première du e-commerce. En effet, selon des statistiques officielles, à

peine 400 000 Camerounais ont accès à l'internet sur une population de plus de 20 millions d'habitants. Il y a ensuite le coût même de la connexion Internet dans le pays, qui est encore très élevé, selon les experts des télécoms. Ces coûts sont notamment plus élevés au Cameroun que dans les pays de même niveau tels que la Côte d'Ivoire ou le Sénégal. Pourtant, selon Tidjane Deme, le directeur de Google pour l'Afrique francophone, le Cameroun dispose de tous les atouts pour devenir un champion de l'internet. « Il y a un certain nombre de pays que je regarde aujourd'hui avec beaucoup d'envie. Prenez un pays comme le Cameroun, dont le niveau de formation universitaire est élevé. Le niveau d'alphabétisation est très élevé et le pays est bilingue. C'est un cocktail formidable pour réussir sur Internet. Mais la connectivité est un énorme problème. Résolvez les problèmes de connectivité du Cameroun et vous avez un champion potentiel de l'internet », a-t-il déclaré dans une récente interview à l'Agence Ecofin. Ce potentiel encore inexploité pourrait bien justifier l'arrivée récente au Cameroun de grands opérateurs du commerce en ligne tels que Jumia ou encore Cdiscount.

## Un financement de 400 millions FCFA pour démocratiser l'internet à l'université

Le gouvernement camerounais vient d'octroyer un financement de près de 400 millions de francs CFA afin de moderniser les infrastructures numériques dans les universités publiques du pays, a-t-on appris le 30 avril 2015 à l'occasion d'une session de la Commission de coordination universitaire. Cette enveloppe sera prélevée sur le fonds spécial des télécommunications alimenté par les entreprises télécoms du pays afin de contribuer au développement de ce secteur d'activité. Mis à la disposition du Ministère de l'enseignement supé-

rieur, indique-t-on dans ce département ministériel, ce financement va concrètement permettre l'acquisition d'une bande passante afin de démocratiser l'usage de l'internet dans les universités camerounaises.

Pour rappel, à cause des coûts très élevés de la bande passante, le taux de pénétration de l'internet reste encore très faible dans le pays, y compris dans les universités. Selon le Ministère des postes et des télécommunications, environ 5% de la population est connectée à l'internet, contre une moyenne africaine de 18%.



## ENERGIE

## Eneo inaugure une centrale à gaz de 50 MW dans la ville de Douala

Le ministre de l'Énergie et de l'Eau, Basile Atangana Kouna, a procédé le 28 avril 2015 à Douala, la capitale économique camerounaise, à l'inauguration officielle d'une centrale thermique à gaz d'une capacité de production de 50 MW. Cet investissement consenti par la société Eneo, le concessionnaire du service public de l'électricité au Cameroun, a coûté 20 milliards de francs CFA. Selon le DG d'Eneo, Joël Nana Kontchou, cette nouvelle centrale est une infrastructure cruciale dans la préservation de l'équilibre entre l'offre et la demande en énergie électrique, surtout pendant la saison sèche généralement caractérisée par une baisse de la production, elle-même corollaire de la baisse du niveau des eaux dans les barrages. La centrale à gaz de Logbaba-Bassa a été construite en trois mois par la société qatarie Altaaqa Global, tandis que la société Gaz du Cameroun (GDC), filiale de Victoria Oil and Gas (VOG), a raccordé l'infrastructure au pipeline

devant assurer son approvisionnement en gaz.

Cependant, s'il se satisfait de l'efficacité du partenariat entre Eneo, Altaaqa Global et Gaz du Cameroun qui a permis de mettre cette centrale en service en urgence, Joël Nana Kontchou croit savoir qu'il y a encore beaucoup à faire dans le secteur de l'électricité au Cameroun. « *Tant que la demande continuera de croître, nous serons aux côtés du gouvernement, prêts à assumer notre part de responsabilité, parce que pour nous, beaucoup reste à faire (...), l'enjeu de l'augmentation de la capacité n'étant que le côté visible de l'iceberg.* » En effet, a souligné le DG d'Eneo, « *les véritables défis auxquels nous devons apporter rapidement des réponses sont ceux relatifs aux choix du meilleur mix-énergétique pour notre pays, du schéma optimal pour une gestion efficace de notre réseau de transport et du modèle financier le plus pertinent pour attirer les investissements et assurer la stabilité financière du secteur* ».



## Eranove cherche un consultant pour l'étude d'impact de son projet de centrale à gaz de 315 MW à Limbe

Le groupe Eranove vient de lancer un avis à manifestation d'intérêt (AMI) pour le recrutement d'un bureau ou d'un consultant devant réaliser l'étude d'impact environnemental et social du projet de construction d'une centrale à gaz de 315 MW dans la ville de Limbé, dans la région du Sud-Ouest du Cameroun. Ces travaux consistent à « *rédiger les termes de référence (TDR) à soumettre*

*à l'approbation des autorités camerounaises, identifier et analyser les impacts environnementaux et sociaux (négatifs et positifs) du projet, proposer des mesures d'atténuation et de bonification, réaliser les consultations et informations du public, élaborer un plan de gestion environnementale et sociale (PGES) pour la mise en œuvre des différentes mesures pendant les différentes phases du projet* ».

Pour rappel, le 22 avril 2014, le gouvernement camerounais a signé avec le groupe Eranove, contrôlé par le fonds d'investissements Emerging Capital Partners (ECP), un protocole d'accord pour la conception, le financement, la construction et l'exploitation d'une centrale thermique à gaz et des ouvrages connexes dans la ville de Limbé.

## La Sonara construira un nouveau bac de stockage de brut d'une capacité de 100 000 m<sup>3</sup>



La Société Nationale de Raffinage (Sonara), l'unique raffinerie de brut du Cameroun, vient de lancer un appel international à manifestation d'intérêt (AMI) pour recruter un consultant devant assurer la maîtrise d'œuvre des travaux de construction d'un nouveau bac de stockage du pétrole brut sur les installations de la société à Limbé, dans la région du Sud-Ouest du Cameroun. Cette nouvelle infrastructure d'une capacité de stockage de 100 000 m<sup>3</sup>, apprend-on, est construite dans la perspective de l'augmentation de la production de la Sonara au terme de la première phase des travaux de modernisation de ses équipements. En effet, après ces travaux, la Sonara ambitionne d'augmenter ses capacités de raffinage du brut pour les porter à 3,5 millions de tonnes par an, contre 2,1 millions de tonnes actuellement.

Au moyen de cette augmentation de sa production issue du brut importé, la raffinerie camerounaise compte ainsi pouvoir satisfaire la demande locale en produits finis tels que « *le gazole, le butane, le super, le distillat, le fuel oil, le pétrole lampant et le carburéacteur* », énumère l'entreprise. Dans le cadre de la seconde phase de son programme de modernisation, la Sonara se dotera d'un hydrocraqueur afin de pouvoir raffiner le brut produit localement.

## Gaz du Cameroun forera deux nouveaux puits sur le champ gazier de Logbaba en 2015-2016



Sur la période 2015-2016, la société Gaz du Cameroun (GDC) envisage d'augmenter sa production grâce au forage de deux nouveaux puits sur le champ gazier de Logbaba, qui a été développé dans la banlieue de la ville de Douala par sa maison-mère, l'opérateur pétro-gazier britannique Victoria Oil & Gas (VOG). Selon Henri Serge Job, Business Development Director chez GDC, le premier forage interviendra vers la fin de cette année 2015, tandis que le second se fera au cours de l'année 2016.

Bien que M. Job ne révèle ni le montant de l'investissement, ni la proportion de l'augmentation de la production qu'induiront ces deux nouveaux forages, le Business Development Director de Gaz du Cameroun précise que ces investissements permettront à la société de répondre à la demande en gaz naturel de plus en plus importante des sociétés industrielles de la capitale économique camerounaise. En effet, de seize entreprises au moment de l'inauguration officielle de l'usine de traitement du gaz naturel de Logbaba en novembre 2013, le nombre d'entreprises qui font tourner leurs chaudières au gaz naturel atteint de nos jours 28. En plus, apprend-on de GDC, une cinquantaine d'autres entreprises sont actuellement en négociation avec l'opérateur gazier pour des approvisionnements. Par ailleurs, a confié Henri Serge Job, Gaz du Cameroun négocie actuellement avec la Société Nationale des Hydrocarbures (SNH), le bras armé de l'Etat camerounais dans le secteur pétro-gazier, afin de produire du gaz comprimé qui pourrait alors être transporté au-delà de la ville de Douala, et ainsi ravitailler des entreprises situées dans d'autres villes du Cameroun.



## La Société Camerounaise des Dépôts Pétroliers accroît ses capacités de stockage de 13 000 m<sup>3</sup>

Sur ses installations de la ville de Douala, la capitale économique du pays, la Société Camerounaise des Dépôts Pétroliers (SCDP) va accroître ses capacités de stockage de 13 000 mètres cubes. Cet accroissement des capacités va se faire par le biais de la construction de deux réservoirs de 6500 mètres cubes chacun, a-t-on appris le 21 avril 2015 de sources officielles. En effet, le gouvernement camerounais vient de rendre public un communiqué attribuant la réalisation de ces travaux, ainsi que ceux de la construction de la

« pomperie produits » et du poste de rechargement, à la société canadienne Blaze Energy Limited. Coût total de l'investissement : 3,852 milliards de francs CFA.

Ce nouvel investissement rentre dans le cadre d'un programme global de renforcement des capacités opérationnelles du stockeur des produits pétroliers du Cameroun, dont les faibles capacités ont souvent créé des tensions sur le marché local des produits pétroliers raffinés (pétrole lampant, gasoil, super). En 2014, c'est le dépôt de cette

entreprise parapublique dans la ville de Yaoundé qui avait vu ses capacités de stockage passer de 52 000 à 65 000 m<sup>3</sup>, soit une augmentation de 13 000 m<sup>3</sup> également. Des capacités toujours insuffisantes au regard de la demande toujours croissante des produits pétroliers. A titre d'exemple, avec un accroissement annuel moyen de 6%, la demande nationale en gaz domestique se situe actuellement à 85 000 tonnes métriques.

## Une première expérience de centrale éolienne annoncée sur les Monts Bamboutos

Dans le cadre de sa politique de promotion des énergies renouvelables, le gouvernement camerounais devrait lancer au cours de cette année 2015 son tout premier projet dans l'énergie éolienne. « Une expérience pilote de production de l'énergie éolienne verra bientôt le jour sur les Monts Bamboutos (dans la région de l'Ouest du pays, ndlr), avec la construction d'une centrale de 42 mégawatts extensibles à 80 mégawatts », a-t-on appris le 30 avril 2015 dans le communiqué ayant sanctionné le conseil de cabinet mensuel du gouvernement. Avec ce projet inaugural dans l'éolien, le Cameroun ajoutera une nouvelle composante à son architecture des énergies renouvelables, lesquelles assurent officiellement 74,4% (hydroélectricité et biomasse) de la production actuelle de ce pays qui fait face à un gros déficit énergétique, bien que revendiquant le 2ème potentiel hydroélectrique en Afrique subsaharienne derrière la République Démocratique du Congo (RDC). Bien plus, la centrale éolienne annoncée viendra renforcer le mix énergétique du Cameroun, actuellement dominé par l'hydroélectricité, qui représente officiellement 73,3% de la production nationale, contre 1% pour la biomasse. Dans le même temps, diverses centrales thermiques (à fioul ou à gaz) éparpillées sur le territoire camerounais produisent 25% de l'énergie électrique consommée dans le pays.





# TRANSPORT

## Bolloré-CMA CGM-CHEC en tête de la course pour la concession du terminal à conteneurs du port de Kribi



Les trois candidats en lice pour la concession du terminal à conteneurs du port en eaux profondes de Kribi, dans la région du Sud-Cameroun, ont déposé le 25 février 2015 leurs offres finales auprès de la commission spéciale mise en place dans les services du Premier ministre, au terme de plusieurs sessions de dialogue de préqualification, a-t-on appris de sources autorisées. Ladite commission, selon nos sources, vient de boucler l'analyse des offres définitives présentées par les trois candidats que sont le groupement Bolloré-CMA CGM-CHEC, APMT et ICTSI, et a envoyé son rapport au Premier ministre Philémon Yang pour la désignation de l'adjudicataire du contrat. Aux dernières nouvelles, la présidence de la République se serait même approprié le dossier pour l'arbitrage final.

Au demeurant, de sources proches du dossier, avec une offre financière définitive de 623,4 millions d'euros (environ 409 milliards FCFA), le groupement conduit par Bolloré Africa Lo-

gistics, qui s'est associé à CMA CGM, le 3<sup>ème</sup> armateur mondial, et à la société chinoise CHEC, qui a construit le port en eaux profondes de Kribi, devance largement ses concurrents. A l'observation, cette offre financière (qui intègre à la fois le droit d'entrée, la redevance fixe et la redevance variable, qui correspond à un pourcentage qui sera annuellement prélevé sur le chiffre d'affaires du concessionnaire) a fortement progressé au terme du dialogue de préqualification, puisqu'elle se situait à 472,4 millions d'euros (environ 309 milliards FCFA) à l'ouverture des plis le 4 octobre 2014.

Le candidat philippin ICTSI, classé 2<sup>ème</sup> par la commission spéciale, a quant à lui fait une offre financière définitive de 467,3 millions d'euros, soit un peu plus de 306 milliards FCFA. L'on remarque que l'offre finale d'ICTSI est d'un peu plus de 100 milliards FCFA inférieure à celle du groupement conduit par Bolloré, mais qu'elle a également sérieusement progressé (70%) après le dialogue

de préqualification. En effet, avant cette étape qui a permis à ce postulant de se classer finalement au 2<sup>ème</sup> rang derrière le groupement conduit par Bolloré, ICTSI avait fait une offre initiale de 284 millions d'euros, soit à peine 186 milliards FCFA, et se classait 3<sup>ème</sup> à l'ouverture des plis.

L'offre finale la moins importante a été faite par APMT, qui se situe à seulement 403,6 millions d'euros (environ 264 milliards FCFA), soit un peu plus de la moitié de la meilleure offre financière détenue par le groupement Bolloré-CMA CGM-CHEC. Si ce groupement fait la course en tête depuis le lancement du processus de désignation du concessionnaire du terminal à conteneurs du port de Kribi, la société APMT, elle, a perdu sa place de 2<sup>ème</sup> après le dialogue de préqualification en se classant finalement 3<sup>ème</sup> sur trois, selon le rapport final dressé par la commission spéciale susmentionnée.

**BRM**

# INDUSTRIE

## La société Buetec investira 650 millions FCFA pour s'attaquer au marché européen

Buetec, entreprise spécialisée dans le tricotage, la teinture et la confection, qui fait actuellement office de leader du marché des articles publicitaires (t-shirts et polos) au Cameroun, vient de se doter d'un plan d'investissement de 650 millions de francs CFA en vue de s'attaquer au marché européen, sur lequel Buetec compte exporter des articles 100% camerounais d'ici 2017, a-t-on appris de

source autorisée. Selon ce plan, 250 millions FCFA vont être investis en urgence pour améliorer la productivité et la capacité de production de l'entreprise, tandis que 450 millions FCFA seront investis dans un délai compris entre un et deux ans, dans l'optique d'accroître les capacités de production pour assurer les exportations vers l'Europe.

Grâce à ces investissements et aux ex-

portations vers l'Europe, cette entreprise camerounaise qui importe le fil en Inde, à cause des limites du fil local en matière de tricotage, ambitionne de quadrupler son chiffre d'affaires actuel sur une période de cinq ans, les exportations représentant 60% des ventes totales. En 2014, l'entreprise a annoncé un chiffre d'affaires de 700 millions de francs CFA.

## Fafinsa, la filature locale qui veut reprendre le marché de la layette pour bébés aux Chinois



La société camerounaise Fafinsa, une filature de coton produisant du fil à tricoter vendu sur le marché camerounais et dans les pays de la Cemac, envisage de se lancer dans le tricotage et la confection. Un rapport que viennent de publier la Banque mondiale et la

Coopération allemande sur la filière coton-textile-confection au Cameroun révèle que cette entreprise vient de consentir d'importants investissements dans l'acquisition de machines destinées au tricotage et à la confection, en vue de produire de la layette pour bébés. Pour l'heure, « ce marché est détenu par les importations chinoises », souligne le rapport susmentionné. En effet, selon les statistiques officielles, la filière coton-textile-confection camerounaise ne contrôle que 1% du marché local de l'habillement. L'essentiel des vêtements en circulation dans le pays provient de l'Europe (la friperie) et, surtout, de la Chine, en ce qui concerne la plupart des vêtements neufs.

## Le groupe français Marck devient fournisseur d'uniformes militaires à l'armée camerounaise



Le président du groupe industriel français Marck, Philippe Belin, a récemment signé avec le gouvernement camerounais un contrat pour la fourniture des uniformes militaires aux forces de défense camerounaises. Marck, apprend-on, exécutera ce contrat, dont le montant n'a pas été révélé, en partenariat avec une filiale de GDF Suez. Avant le Cameroun, ce groupe industriel français spécialisé dans la production des uniformes et des équipements pour les forces de sécurité (armée, gendarmerie, douanes, sapeurs-pompiers, eaux et forêts, administration pénitentiaire, etc.) avait déjà contracté avec l'armée burundaise.

## **La baisse des cours mondiaux du caoutchouc fait chuter le résultat net 2014 de Safacam**

La Société Africaine Forestière et Agricole du Cameroun (Safacam), cotée sur le Douala Stock Exchange (DSX), la bourse des valeurs mobilières du Cameroun, a réalisé un résultat net 2014 après impôts de 1,8 milliard de francs CFA, contre 2,8 milliards FCFA à fin 2013, a-t-on appris dans les états financiers que vient de publier l'entreprise. Calculette en main, ce résultat net est en baisse d'un milliard FCFA par rapport à l'exercice précédent. Selon les commissaires aux comptes de Safacam, cette chute des bénéfices de l'entreprise en 2014 est le fait conjugué de la baisse de la production et des cours mondiaux du caoutchouc l'année dernière. En effet, si la production d'huile de palme de Safacam a crû de 8% en 2014, celle de l'hévéa, par contre, a chuté de 12% sur la même période, tandis que les cours mondiaux



de cette matière première, qui permet d'obtenir le caoutchouc, a baissé de 31% en 2014. Malgré cette contreper-

formance, Safacam distribuera près de 1,4 milliard FCFA à ses actionnaires au titre de dividende.

## **Après deux années déficitaires, la SEMC réalise un résultat net 2014 positif à 261,9 millions FCFA**

La Société des Eaux Minérales du Cameroun (SEMC), première société cotée sur le Douala Stock Exchange (DSX), la bourse des valeurs mobilières du pays, a enregistré un résultat net 2014 de 261,9 millions de francs CFA, révèlent les états financiers de l'entreprise pour l'exercice clos au 31 décembre 2014. Ce résultat s'est décuplé par rapport à celui enregistré au premier semestre 2014, période au cours de laquelle la SEMC avait déjà annoncé des bénéfices de 36 millions FCFA. Mais avec ce résultat 2014, la SEMC renoue surtout avec les bénéfices, après deux années successives de déficit. En effet, cette entreprise, filiale de la société anonyme des Brasseries du Cameroun, contrôlée par le groupe Castel, a achevé l'année 2013 avec un résultat net négatif à -319 millions FCFA, contre -50,5 millions FCFA à fin 2012. Première société inscrite à la cote du Douala Stock Exchange, la SEMC est aussi l'entreprise de ce marché financier qui enregistre les plus mauvais résultats depuis au moins cinq ans, loin derrière Safacam et Socapalm.

## **La Société Camerounaise des Produits Laitiers augmente son capital de plus d'un milliard FCFA**

La Société Camerounaise des Produits Laitiers, plus connue sous l'appellation de Camlait, a récemment procédé à une augmentation de son capital social pour un montant de plus d'un milliard de francs CFA, a-t-on appris dans une annonce légale publiée par cette entreprise agroalimentaire. Le capital de l'entreprise est ainsi passé d'un peu plus de 2,2 milliards FCFA à plus de 3,3 milliards FCFA. Cette augmentation du capital s'est faite au moyen de la création de « 111 138 actions nouvelles de 10 000 FCFA à libérer par incorporation de la réserve de réévaluation ».

Petite société à responsabilité limitée créée en 1972 avec un capital de 15 millions FCFA, Camlait, qui domine depuis des années le marché des produits laitiers (notamment les yaourts) au Cameroun, possède également une filiale en RCA et commercialise également ses produits au Gabon et au Congo.



# MINES

## Sundance réévalue le potentiel de production du gisement de fer de Mbalam de 35 à 40 Mt par an

Selon les nouvelles estimations de Sundance Resources, la junior minière australienne qui développe le projet de fer de Mbalam-Nabebeba, dont le gisement est à cheval entre le Cameroun et le Congo, ce sont plutôt 40 millions de tonnes de fer qui pourraient être produites annuellement dès la première phase de l'exploitation, et non 35 millions de tonnes comme initialement prévu, a-t-on appris dans le rapport d'activité à fin mars 2015 de la société minière. Sundance Resources dit être parvenue à cette réévaluation de la

capacité de production annuelle du gisement de fer de Mbalam-Nabebeba au terme d'une « *simulation dynamique plus sophistiquée commandée* » au cours du premier trimestre 2015. « *Ce modèle a confirmé que la capacité nominale peut être augmentée avec l'addition d'une boucle qui passe conjointement avec un embranchement ferroviaire supplémentaire, moyennant un coût en capital de 10 millions de dollars (soit environ 5 milliards FCFA)* », indique la junior minière dans son rapport d'activités.

## L'UE promet la valorisation des ressources minières dans sept communes de l'Adamaoua

L'Union européenne vient de mettre à la disposition de sept communes de la région de l'Adamaoua une enveloppe de 147 millions de francs CFA. Ces fonds, apprend-on de bonnes sources, serviront au renforcement des capacités des élus locaux sur la législation minière au Cameroun, et à l'encadrement des artisans miniers de cette partie du pays, à l'effet de faire de l'exploitation minière une source de revenus pour les communes et les communautés de la région de l'Adamaoua. En effet, le Code minier camerounais prévoit qu'une partie de la taxe ad valorem payée au Trésor public par les exploitants miniers soit reversée aussi bien aux communes (15%) abri-

tant les sites miniers qu'aux populations riveraines (10%) des sites d'exploitation minière. Cependant, si ces dispositions réglementaires, qui existent également dans le secteur de l'exploitation forestière, sont respectées à la lettre par les forestiers, elles semblent être ignorées dans le secteur minier, dénoncent plusieurs rapports d'ONG locales. En conséquence, la région de l'Adamaoua, qui est la 2<sup>ème</sup> région la plus riche en ressources minières (or, diamant saphir, bauxite, étain, wolfram) au Cameroun après la région de l'Est, ne tire pas encore profit des richesses de son sous-sol, bien que celles-ci soient jusqu'ici exploitées de façon artisanale.

## Les carrières chinoises provoquent une baisse des prix du gravier



En une année, le prix de la tonne de gravier est passé de 17 000 francs CFA à 10 000 FCFA dans la ville de Yaoundé, a-t-on constaté. A l'origine de cette baisse subite des prix, soutiennent les vendeurs, l'inondation du marché du gravier depuis l'ouverture de trois nouvelles carrières dans la banlieue de la ville de Yaoundé par des entreprises chinoises. En effet, les trois unités de production chinoises créées à la sortie ouest de la capitale camerounaise sont venues s'ajouter aux deux autres unités gérées par les sociétés du BTP Razel et Arab Contractors. Du coup, la production s'en est trouvée améliorée, même si les opérateurs n'avancent officiellement aucun chiffre.



Leader du mois

# Boubakary Halilou : le gendarme en chef du secteur bancaire dans la zone Cemac

Ce Camerounais vient d'être promu au poste de secrétaire général de la Commission bancaire de l'Afrique centrale, dont le siège se trouve à Libreville, au Gabon.

Au terme de leur conférence annuelle qui vient de s'achever à Libreville, la capitale gabonaise, les chefs d'Etat de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac) ont décidé de nommer le Camerounais Boubakary Halilou au poste de secrétaire général de la Commission bancaire de l'Afrique centrale (Cobac), le gendarme du secteur bancaire dans cette communauté qui compte six pays, à savoir le Cameroun, le Gabon, le Congo, la Guinée Equatoriale, le Tchad et la République Centrafricaine.

La Cobac n'est pas une inconnue pour le nouveau promu, puisque depuis novembre 2012 Boubakary Halilou occupait déjà le poste de secrétaire général adjoint de cette institution sous-régionale dont le siège a été récemment transféré à Libreville. Ce haut commis de l'Etat camerounais avait alors été obligé de laisser vacant son poste de directeur général de la Société de recouvrement des créances (SRC) du Cameroun, poste auquel il avait été nommé en juin 2005 par le chef de l'Etat Paul Biya. Mais avant de devenir le chef d'orchestre du recouvrement contre rémunération des créances douteuses ou contentieuses détenues par les institutions financières publiques, M. Halilou



La Cobac n'est pas une inconnue pour le nouveau promu, puisque depuis novembre 2012 Boubakary Halilou occupait déjà le poste de secrétaire général adjoint de cette institution sous-régionale.

a été directeur général adjoint du Crédit Lyonnais du Cameroun, devenu plus tard Crédit Agricole, avant d'être finalement racheté par le groupe bancaire marocain Attijariwafa il y a quelques années. Pour rappel, créée le 16 octobre 1990 par une convention signée entre les six Etats membres de la Cemac, la Commission bancaire de l'Afrique centrale est chargée « de veiller au respect par les établissements de crédit des dispositions législatives et réglementaires édictées par les autorités, par la Banque centrale ou par elle-même, et qui leur

sont applicables, et de sanctionner les manquements constatés ». Véritable organe de régulation du secteur bancaire dans l'espace communautaire qu'est la Cemac, la Cobac a été portée sur les fonts baptismaux à la suite d'une crise sans précédent du système bancaire sous-régional dans la seconde moitié des années 80. Cette situation a conduit à d'importantes réformes structurelles, dont la création d'un organe transnational commun chargé de la surveillance des établissements de crédit.

BRM

# Participez à l'édification du Cameroun de demain



Chaque mois, découvrez les avancées  
économiques du Cameroun



## Les magazines *Business in Cameroon* et *Investir au Cameroun* sont offerts gratuitement

- Ambassades et relais diplomatiques du Cameroun
- Salons VIP des aéroports de Paris, Londres, Bruxelles, Genève et Frankfurt
- Salons des compagnies d'affaires du Bourget
- En Business Class sur Brussels Airlines
- Dans les ministères et hôtels d'affaire du Cameroun



# INVESTIR AU CAMEROUN .COM

Retrouvez  
chaque jour  
l'actualité  
économique  
du Cameroun



L'APPLICATION SUR IPHONE, IPAD ET ANDROID

